

BURKINA FASO



UNITE - PROGRES - JUSTICE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIcoles

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

Rapport de suivi-évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages et d'identification des besoins d'intervention

Décembre 2020



Table des matières

INTRODUCTION	0
DEROULEMENT DE LA MISSION	1
POINTS SAILLANTS	2
I. APERÇU ET ISSUE DE LA CAMPAGNE AGROPASTORALE 2020/2021	3
1.1. Performance de la campagne agricole humide 2020/2021.....	3
1.1.1. Performance de la production de céréales	3
1.1.2. Performance de la production de rente	4
1.1.3. Performance des autres cultures vivrières	4
1.1.4. Performance de la production pastorale	5
1.2. Déroulement de la campagne agricole sèche.....	6
1.2.1. Soutien à la production de la campagne sèche	6
1.2.2. Emblavures	6
1.2.3. Opérations culturales en cours	6
1.2.4. Stades phénologiques	7
1.3. Situation de la campagne pastorale.....	7
1.3.1. Situation des pâturages, des stocks fourragers, des SPAI et des points d'eau	7
Situation des points d'eau : disponibilité et accessibilité	8
1.3.2. État physique et sanitaire des animaux	9
Etat sanitaire des animaux.....	9
1.1.1. État des transhumances et des conflits	10
État des transhumances et des conflits.....	10
Situation des conflits	10
II. SITUATION DES MARCHES	10
2.1. Situation des marchés des produits agricoles	10
2.1.1. Offre et demande céréaliers	10
2.2. Situation des marchés des produits maraîchers	14
2.3. Situation des marchés des Produits Forestiers Non ligneux (PFNL)	15
2.4. Situation des marchés à bétail	17
Etat de fonctionnement des marchés.....	17
III. SITUATION SANITO-NUTRITIONNELLE	22
3.1. Situation des cas de maladies	22
3.2. Situation des admissions de MAM.....	23
3.3. Situation des admissions des MAS	23
3.4. État de prises en charges	Erreur ! Signet non défini.
IV. SITUATION DES PDI ET AUTRES CATASTROPHES	23
4.1. Situation des PDI	23
4.2. Situation des autres catastrophes	24
V. SITUATION DES INTERVENTIONS EN COURS ET PESPCTIVES	24
5.1. Situation des interventions en cours.....	24
5.2. Perspectives d'intervention humanitaires.....	28
5.3. Besoins d'intervention non couverts.....	29
VI. SITUATION DES ZONES A RISQUES ET STRATEGIES D'ADAPTATION	29
VII. PERSPECTIVES ALIMENTAIRES	32
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	33
ANNEXES	34

INTRODUCTION

La campagne agropastorale 2020/2021 a été caractérisée par un démarrage jugé tardif notamment dans la partie sud et ouest du pays. Des pluies importantes ont été enregistrées dès le mois de mai suivies d'une rupture avec des séquences sèches souvent assez longues survenues de la deuxième décennie de juin à la première décennie de juillet. Celles-ci ont conduit à des resemis dans les différentes régions. Ensuite, des pluies régulières et souvent assez importantes ont été observées sur la majeure partie du pays entre la deuxième décennie de juillet et la deuxième décennie de septembre. Ces pluies ont occasionné par endroit des inondations qui ont causé des dégâts sur les cultures (près de 50 000 ha), les stocks paysans, les infrastructures et le cheptel (volailles et bétail). Des séquences sèches longues (de 10 à 30 jours) très localisées au cours de la période allant de la mi-septembre à la mi-octobre ont affecté négativement les rendements dans plusieurs localités des régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord, du Centre-Ouest et de la Boucle du Mouhoun.

La campagne a été également émaillée par des attaques de chenilles légionnaires d'automne principalement sur le maïs mais l'ampleur est moindre (baisse de 47%) par rapport à la campagne précédente en raison de la bonne pluviométrie enregistrée et aux traitements effectués. Aussi, des dégâts par les oiseaux granivores ont été signalés au Sahel. L'insécurité et le manque de moyens financiers causent une entrave à la lutte contre ce fléau. La poursuite des attaques terroristes dans les localités du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord, du Nord et de la Boucle du Mouhoun ont encore occasionné des perturbations sur les activités agricoles à travers la réduction des emblavures et l'abandon de parcelles de production.

Sur le plan pastoral, la situation alimentaire du bétail connaît des disparités selon les régions. Des déficits de production de biomasse assez critiques sont observés dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest, du Plateau Central et du Centre-Est. La disponibilité d'eau d'abreuvement des animaux est bonne, celle du pâturage est moyenne à bonne mais l'accès est difficile par endroit lié à la situation sécuritaire. La situation zoo sanitaire a été marquée par les suspicions de plusieurs maladies infectieuses sur tout le territoire (dermatophylose, fièvre aphteuse, pasteurellose, Péripleurmonie Contagieuse Bovine, coccidiose, maladie du Newcastle et variole aviaire).

L'augmentation continue du nombre de personnes déplacées internes dans certaines localités accroît la vulnérabilité des populations des zones d'accueil.

L'analyse de la vulnérabilité alimentaire et l'estimation des populations à l'aide de l'outil cadre harmonisé indique qu'en situation courante allant d'octobre à décembre 2020, le nombre de provinces en phase 1 « minimale », 2 « sous pression » et 3 « crise » sont respectivement de 15, 22 et 08 provinces. Les populations ayant besoin d'une assistance immédiate durant cette période sont estimées à 2 020 039 personnes, dont 133 016 en urgence alimentaire. Si rien n'est fait d'ici le mois de juin 2021, la situation pourrait toutefois se dégrader davantage et 03 provinces basculeront en crise alimentaire et 02 en urgence alimentaire. La population atteindrait les 2 726 900 personnes, dont 254 394 en urgence alimentaire.

Dans un tel contexte, la veille informationnelle doit être maintenue. C'est ainsi que le SAP avec l'appui de ses partenaires a conduit du 13 au 19 décembre 2020, une mission conjointe de suivi et d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les différentes régions du pays. Le présent rapport fait la synthèse des résultats des treize axes que comprenait la mission.

DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission de suivi-évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages et d'identification des besoins d'intervention s'est déroulée du **13 au 19 décembre 2020**. Elle a connu la participation des structures étatiques (SE-CNSA, DGEAP, DGESS/MAAH, DGPV, SP/PAM, SP/CONACILSS, SONAGESS, DGEVCC, DGPA, DGESS/MRAH, SP/CONASUR, DGRH et SP-CVEL), des projets et programmes (P1P2RS et PRAPS), de la Société Civile (CIC/B) et le Système des Nations Unies (FAO).

L'objectif global de ladite mission, était d'évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle et les besoins d'intervention dans les zones à risque.

A cet effet, il s'agissait au cours de cette mission de collecter et d'analyser des informations sur la performance de la campagne agropastorale, la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages, la situation pastorale et zoonositaire, la situation des marchés agricoles et à bétail, les catastrophes, les interventions humanitaires, les perspectives alimentaires et de formuler des recommandations.

Pour atteindre ces objectifs, les participants à la mission ont été répartis en treize équipes qui ont sillonné chacune une région. Ces équipes ont été appuyées au niveau régional par le SAP-relais agriculture. Elles ont réalisé des entretiens avec les services techniques, les acteurs/trices de marchés, les associations/faitières, les producteurs/trices, les ONG et les partenaires techniques et financiers. De plus, elles ont visité des sites de production maraichère et réalisé des focus group avec des ménages.

Enfin, elles ont participé à des rencontres régionales de validation des résultats des investigations regroupant les différentes structures techniques en charge de l'agriculture, de la météorologie, de la santé, des ressources animales, de la solidarité nationale, de l'environnement, de l'eau, des infrastructures, du commerce, etc. Ces rencontres ont enregistré également la participation des collectivités territoriales et administratives ainsi que celle des partenaires intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

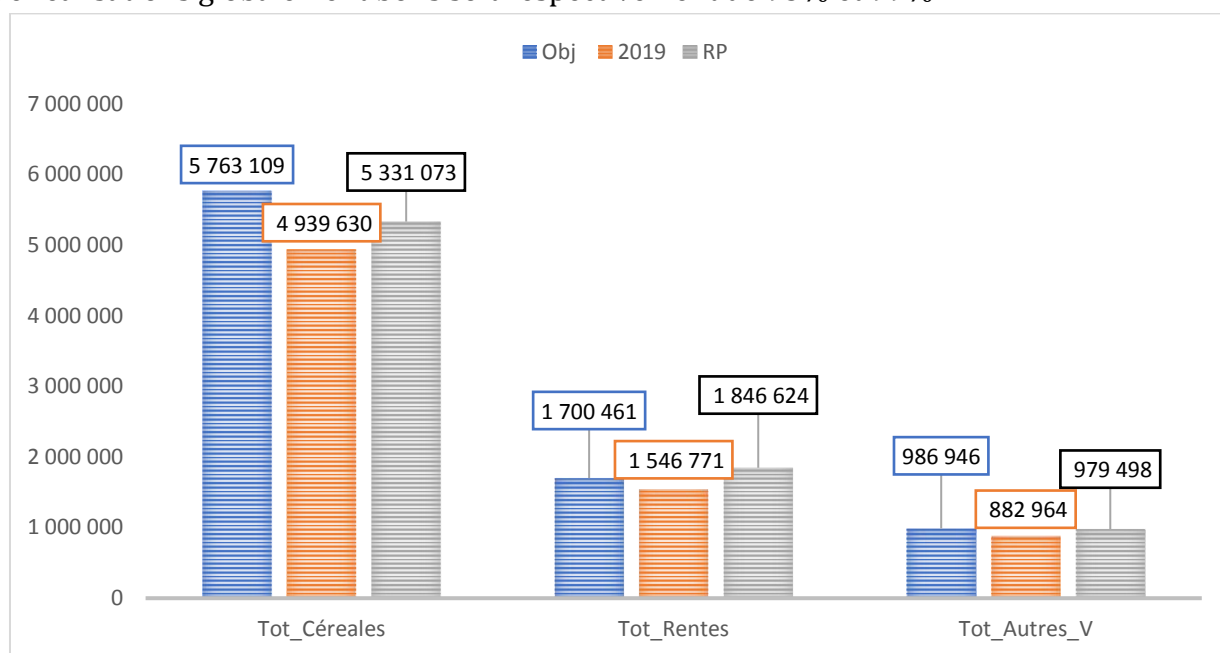
POINTS SAILLANTS

La performance de la campagne agricole
Assez bonne performance de la campagne agricole de façon générale avec la poursuite des récoltes dans la partie Ouest du pays
Démarrage effectif de la campagne de production de saison sèche
Retard accusé dans la production de la pomme de terre dans la région du Nord
Insuffisance d'appui en intrants et équipements pour la campagne sèche
La situation pastorale
Dégradation significative des herbacées constatée sur l'ensemble des régions
Phénomène de feux de brousse réduisant la disponibilité du pâturage observé dans certaines régions (Hauts-Bassins, Centre-Ouest et Sud-Ouest)
Dégradation précoce du pâturage dans les zones d'accueil des PDI liée au poids des éleveurs en situation de PDI
Situation zoo-sanitaire satisfaisante avec la poursuite des campagnes de vaccination
La situation des marchés agro-sylvo-pastoraux
Fonctionnement normal de la plupart des marchés
Approvisionnement moyen des stocks commerçants dû à la reconstitution des stocks
Disponibilité moyenne des produits maraichers en ce début de campagne sèche
Disponibilité faible des PFNL par rapport à l'an passé à la même période
Hausse des prix des céréales comparée à l'année passée dans les régions excepté celles du Centre-Nord et du Sud-Ouest
Prix moyens des animaux globalement en hausse par rapport à l'année précédente à la même période sur la majorité des marchés suivis
Hausse des prix des PFNL par rapport à l'année passée à la même période
Les perspectives alimentaires
Situation alimentaire et nutritionnelle assez bonne des ménages avec la disponibilité les nouvelles récoltes
Renforcement de la disponibilité des produits maraichers sur les marchés
Situation pastorale en dégradation surtout du pâturage naturel du fait des intempéries, de l'action des animaux (ingestion et piétinement) et des feux de brousse
Situation alimentaire difficile pour les ménages vulnérables surtout les PDI et des ménages dans les communes à risque
Tendance à la hausse des prix des céréales et du bétail notamment les petits ruminants
Situation humanitaire et interventions
Assistance alimentaire au profit des PDI et leurs hôtes par l'Etat et ses partenaires
Dépistage et prise en charge de la malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois
Déparasitage des enfants de 12 à 59 mois et supplémentation en vitamine A des enfants de 06 à 59 mois
Risques de plus en plus importants de conflits liés à l'afflux des PDI et à la gestion des ressources naturelles dans les zones d'accueil
Besoin d'assistance immédiate en vivres et non vivres pour les PDI et ménages vulnérables.

I. APERÇU ET ISSUE DE LA CAMPAGNE AGROPASTORALE 2020/2021

1.1. Performances de la campagne agricole humide 2020/2021

La production au cours de la présente campagne a été dominée par celle des céréales, suivies des cultures de rentes et des autres cultures vivrières (Graphique 1). Cette situation est typique et s'explique dans la mesure où les céréales constituent des denrées de base dans le régime alimentaire des populations du Burkina Faso. Comparativement à la campagne écoulée, les productions attendues sont globalement en hausse de 8%, 19%, 11% respectivement pour les céréales, les cultures de rentes et les autres cultures vivrières. Il en découle une meilleure performance nationale en termes de production par rapport à la campagne agricole 2019/2020. Par ailleurs, cette performance reste en dessous de celle attendue en programmation pour les cultures céréalières et autres cultures vivrières avec toutefois des taux de réalisations globalement bons soit respectivement de 93% et 99%.

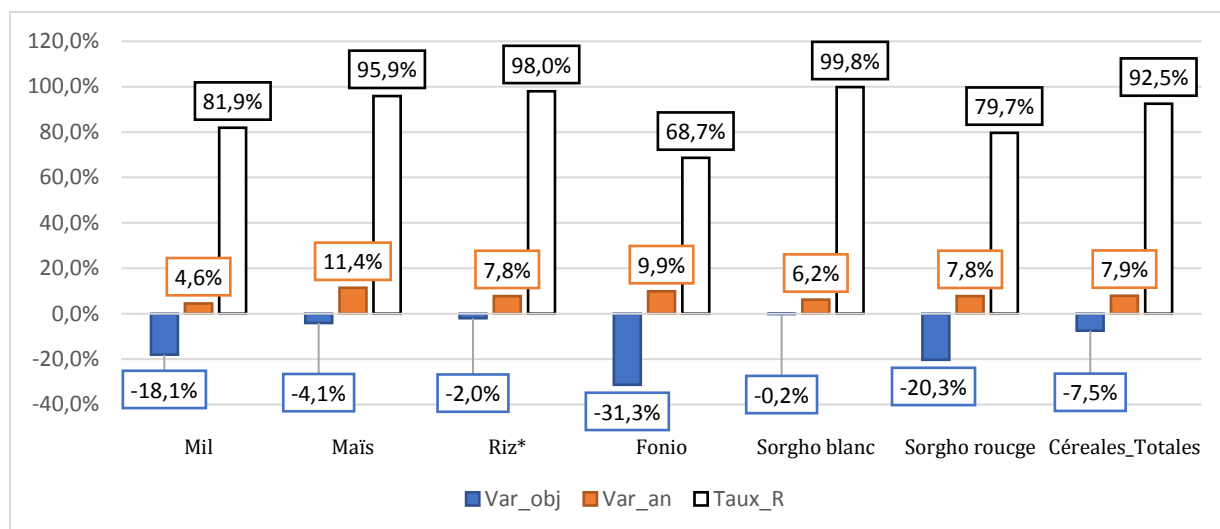


Graphique 1 : Performances des productions nationales en prévision

Source : DSS/DGESS/MAAH, décembre 2020

1.1.1. Performances de la production de céréales

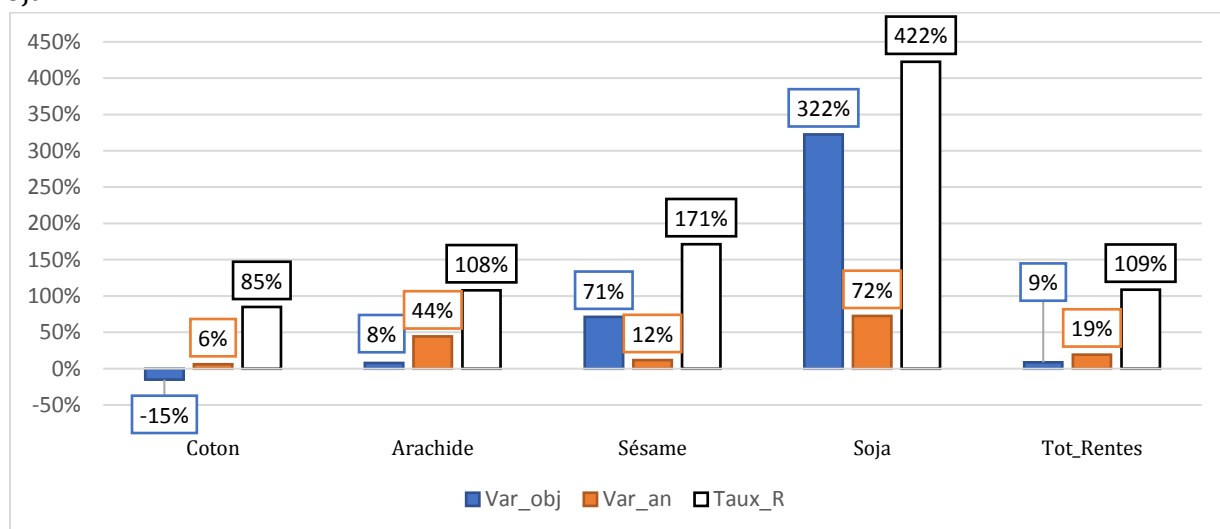
Comparativement aux objectifs de productions fixés pour la présente campagne humide, le taux de réalisation attendu quant à la production céréalière au niveau national est satisfaisant, soit de 93% comme sus évoqué. Toutefois, pour les spéculations telles le fonio, le sorgho rouge et le mil, on relève des taux de réalisation inférieurs à 85% soit respectivement de 79%, 80% et 82% (Graphique 2). Par rapport à la campagne écoulée, la production attendue est en hausse pour l'ensemble des principales céréales avec des variations comprises entre 4,6% pour le mil et 11,4% pour le maïs. Cette situation présagerait une couverture similaire et par endroit meilleure des besoins céréaliers à partir de l'autoproduction pour l'année de consommation en cours.



Graphique 2 : Performances des productions céréalières
Source : DSS/DGESS/MAAH, décembre 2020

1.1.2. Performances de la production de rente

Comparativement aux objectifs de productions fixés pour la présente campagne humide, le taux de réalisation attendu quant à la production de rente au niveau national est très satisfaisant soit un taux de réalisation de 109%. Aussi, les productions attendues connaîtraient une tendance à la hausse par rapport à celles de la campagne 2019/2020 pour l'ensemble des principales cultures de rente. Ce qui devrait contribuer à améliorer les revenus des ménages tirés de la vente des produits agricoles si toutefois le fonctionnement des marchés demeure normal. Les hausses relevées à cet effet sont comprises entre 6% pour le coton et 72% pour le soja.

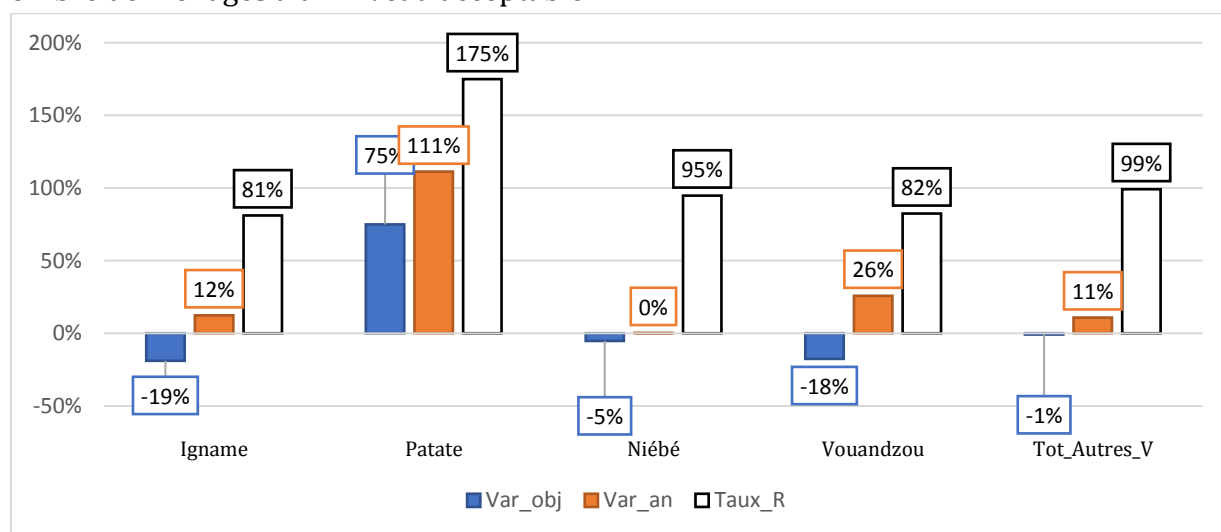


Graphique 3 : Performances des productions de rente
Source : DSS/DGESS/MAAH, décembre 2020

1.1.3. Performances des autres cultures vivrières

Les productions des autres cultures vivrières attendues comparées aux objectifs de productions fixés pour la présente campagne humide révèlent des taux de réalisation appréciables pour l'ensemble des spéculations dudit groupe de production. A l'exception de la production du niébé qui reste stable par rapport à celle de la campagne écoulée, celle des autres

cultures vivrières enregistrerait des hausses comprises entre 12% pour l'igname et 111% pour la patate. Cette situation devrait contribuer à maintenir la consommation alimentaire de bon nombre de ménages à un niveau acceptable.



Graphique 4 : Performances des productions des autres cultures vivrières nationales
Source : DSS/DGESS/MAAH, décembre 2020

Principaux facteurs explicatifs

La performance de la campagne agricole a été variable suivant le type de spéculation et les régions du pays (voir Annexes). Les bonnes performances attendues sont principalement attribuables à la bonne pluviométrie enregistrée, aux hausses des superficies, à la relative bonne maîtrise des attaques phytosanitaires et aux efforts consentis par l'Etat et ses partenaires quant à l'appui des producteurs en intrants, équipements, aménagements et en termes de renforcement de capacités. Cependant, dans certaines régions et pour certaines spéculations, les contreperformances attendues seraient imputables à la persistance des attaques phytosanitaires, les inondations de champs, la survenue localisée de séquences sèches relativement longues. A cela s'ajoutent, non seulement le contexte sécuritaire et ses corollaires dont les abandons de champs, mais également la crise sanitaire dans une certaine mesure pour ce qui est en exemple des superficies à aménager. L'intérêt pour certaines cultures comme le sésame et le soja, aurait également affecté le niveau de productions céréalières dans certaines régions du pays.

1.1.4. Performances de la production pastorale

L'évaluation de la production fourragère bien qu'étant en cours dans la plupart des régions, laisse présager une bonne disponibilité. En effet, pour cette campagne pastorale, comparée à l'année passée, elle est en hausse en raison de la bonne pluviométrie enregistrée dans certaines régions dont celles du Plateau Central et du Sahel. Par contre, elle est en baisse de 16,52% dans la région du Sud-Ouest.

Pour ce qui est de la production de viande, dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord, elle est en baisse par rapport au mois passé et en hausse par rapport à l'année passée à la même période pour les bovins. Celle des autres espèces est en hausse par rapport au mois passé et à l'année passée à la même période.

1.2. Déroulement de la campagne agricole sèche

Les activités de production de la campagne agricole sèche ont bien débuté dans toutes les régions et se déroulent normalement. On constate un engouement des producteurs autour des sites maraichers. En effet, malgré la faible disponibilité de l'eau d'irrigation observée dans la plupart des régions due à l'arrêt précoce des pluies enregistré cette saison, les producteurs/trices ont démarré à temps les activités de la campagne sèche. Cependant, cette baisse du niveau de remplissage des points d'eau ne permettrait pas aux producteurs de faire plusieurs cycles de production.

1.2.1. Soutien à la production de la campagne sèche

Les appuis aux producteurs/trices pour cette campagne sèche sont toujours en cours. La situation actuelle indique que les appuis sont composés de semences de variétés améliorées, de produits phytosanitaires, d'engrais minéraux, de matériels et équipements d'irrigation. Toutefois, il faut signaler que dans l'ensemble, le niveau de soutien aux producteurs demeure faible comparativement à la même période de la campagne écoulée en raison de la faible dotation dans les DRAAH. Cependant, cette situation pourrait s'améliorer les mois à venir avec la poursuite des appuis de la part de l'Etat et des partenaires.

1.2.2. Emblavures

Les superficies emblavées sont jugées satisfaisantes comparativement à la même période de la campagne écoulée. En effet, avec la faible disponibilité de l'eau d'irrigation, les producteurs ont démarré à temps les activités de la campagne sèche dans la plupart des régions et s'adonnent de plus en plus à la conduite des cultures mises en place dans le but de compenser les pertes de production enregistrées au cours de la campagne agricole humide. Parmi les spéculations, l'oignon, le chou, la tomate et le piment occupent la plus grande partie des superficies emblavées qui s'amélioreront davantage au cours des trois prochains mois. Cependant, les principales contraintes à la production de saison sèche sont entre autres :

- Les difficultés d'approvisionnement en intrants (semences, engrais et pesticides) liées à la faible disponibilité et aux coûts inaccessibles et l'insuffisance et/ou le manque de petits matériels pour la production selon les acteurs ;
- Le tarissement précoce des retenues d'eau et le faible niveau de remplissage des barrages par rapport à la même période de l'année passée dû à leur ensablement.

Excepté certains sites dont les eaux d'irrigation proviennent des barrages ayant enregistré un taux de remplissage supérieur à celui de l'année passée où les emblavures pourraient connaître une augmentation de plus de 50%, tel est le cas du périmètre irrigué de Goinré dans la province du Yatenga ; le niveau des emblavures au plan national pourrait connaître une baisse au cours de la présente campagne selon les acteurs comparativement à la campagne écoulée en raison de l'insuffisance d'eau dans la majorité des sites pour mener l'activité d'une part et l'insuffisance des moyens financiers liés à la pandémie de la COVID-19 d'autre part.

1.2.3. Opérations culturales en cours

Les principales opérations culturales observées sur les sites de production sont la mise en place des pépinières, les activités de semis et de repiquage pour certaines spéculations.

Les niveaux d'exécution de ces opérations culturales sont assez avancés comparativement à l'année passée à la même période avec des taux de semis/repiquages compris entre 25-50% pour la majorité des spéculations notamment l'oignon, la tomate, le chou et la laitue contre 0-25% l'année passée à la même période dans la plupart des régions.

Des opérations de récoltes sont observées pour les semis de septembre en ce qui concerne la tomate, le chou, la carotte, l'aubergine et la laitue qui ont bénéficié des eaux des dernières pluies de la campagne humide contribuant à améliorer la disponibilité alimentaire et les sources de revenus des ménages en cette période post-récolte.

1.2.4. Stades phénologiques

Une hétérogénéité de stades phénologiques est observée sur l'ensemble des sites de production maraichère et cela en partie dû à l'échelonnement des emblavures. Toutefois, la levée constitue le stade phénologique dominant dans l'ensemble des régions et pour la plupart des emblavures déjà réalisées notamment. Pour l'oignon, la tomate, le chou, la salade, la carotte, le gombo, le piment, la pomme de terre et le maïs le taux se situe entre 25% et 50%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le niveau d'évolution est assez satisfaisant avec un pic de production attendu au cours des deux prochains mois.

1.3. Situation de la campagne pastorale

1.3.1. Situation des pâturages, des stocks fourragers, des SPAI et des points d'eau

❖ Situation des pâturages et des stocks fourragers

D'une manière générale, la disponibilité des pâturages est bonne dans la plupart des régions. Cependant, une dégradation progressive surtout des herbacées est constatée avec l'installation de la saison sèche. En effet, ce processus normal de dégradation impacte négativement sur la qualité des pâturages herbacés. A cela s'ajoute le phénomène des feux de brousse observé par endroit dans certaines régions qui réduisent également la disponibilité des pâturages. C'est le cas dans certaines localités des régions des Hauts-Bassins, du Sud-Ouest et du Centre-Ouest. Aussi, dans les zones assujetties à l'insécurité, l'inaccessibilité aux différentes aires de pâture a entraîné des départs précoces pour la transhumance interne c'est-à-dire des zones sahéniennes et sub-sahariennes vers les zones sud soudaniennes. Cela pourrait non seulement constituer un risque de surpâturage au sein des zones d'accueil mais aussi des foyers d'épizootie du fait des risques de maladies zoo-climatiques.

Par contre, au regard de la bonne disponibilité des résidus de récolte, des productions des cultures fourragères, des pâturages des bas-fonds et du fourrage naturel conservé, la situation alimentaire des animaux restera stable les deux mois à venir.

Comparée à l'année dernière, dans les provinces de la Gnagna, du Gourma, de la Komondjoari et de la Tapoa dans la région de l'Est et certaines localités de la région du Sahel, la productivité de la biomasse végétale a été globalement supérieure et similaire dans les régions du Centre et du Centre-Ouest.

Les résultats du suivi et de l'évaluation des ressources pastorales de la campagne 2020/2021 réalisés par la DGEAP viennent compléter ces résultats du suivi de la situation agropastorale. Ainsi, ces résultats obtenus font ressortir en fonction des besoins des animaux et de la disponibilité de matières sèches que :

- sept (07) provinces sont très déficitaires : Séno, Kadiogo, Houet, Soum, Zoundwéogo, Koulpélogo et Sissili ;
- onze (11) provinces sont déficitaires : Comoé, Tuy, Kéné Dougou, Ganzourgou, Yagha, Bazèga, Boulgou, Gnagna, Komandjari, Kouritenga et Poni ;
- trois (03) provinces sont en situation d'équilibre : Namentenga, Oubritenga et Tapoa ;
- vingt-quatre (24) provinces sont excédentaires : Nahouri, Oudalan, Loroum, Ioba, Yatenga, Boulkiemdé, Ziro, Léraba, Kompienga, Kourwéogo, Mouhoun, Passoré, Sanguié, Nayala, Balé, Bam, Sanmatenga, Kossi, Zondoma, Nounbiel, Sourou, Banwa, Gourma et Bougouriba.

❖ Situation des points d'eau : disponibilité et accessibilité

La disponibilité en eau d'abreuvement des animaux est bonne dans l'ensemble des régions. Les points d'eau de surface (mares, boulis, marigots) disposent toujours d'eau pour assurer l'abreuvement des animaux mais leur niveau de remplissage est en baisse. Aussi, faut-il signaler que la plupart de ces plans d'eau de surface connaîtront un tarissement au cours des mois à venir au cours desquels, les animaux seront confrontés à un problème d'abreuvement.

Les facteurs déterminants sont le phénomène de l'évapotranspiration et la pression autour de ces ressources. Le tarissement de certaines retenues d'eau ajoutée au déficit fourrager explique le départ des troupeaux en transhumance à une période donnée de chaque année.

Dans la région du Sahel, le niveau de remplissage des retenues d'eau de surface pour cette campagne est nettement meilleur à celui de l'année 2019 à la même période.

L'accessibilité de ces points d'abreuvement aux animaux est parfois difficile dans certaines localités où les activités de maraîchage sont développées.

Tableau 1 : Situation des pâturages et des points d'eau

Provinces	Disponibilité du pâturage	Accessibilité du pâturage	Niveau de remplissage des points d'eau de surface	Accessibilité des points d'eau
Boucle du Mouhoun	Bonne	Bonne	Bon	Bonne
Cascades	Bonne	Faible	Bon	Faible
Centre	Bonne	Faible	Bon	Faible
Centre-Est	Bonne	Bonne	Bon	Bonne
Centre-Nord	Bonne	Bonne	Bon	Bonne
Centre-Ouest	Bonne	Bonne	Bon	Bonne
Centre-Sud	Bonne	faible	Bon	Faible
Est	Bonne	Faible	Bon	Faible
Hauts Bassins	Bonne	faible	Bon	Bonne
Nord	Bonne	Faible	Bon	Faible
Plateau Central	moyen	Peu accessible	Bon	Peu accessible
Sahel	Bonne	Faible	Bon	faible
Sud-Ouest	Excellent	Bon	Bon	Bon
Nationale	Bonne	Bonne	à Bon	Bonne
		passable		à passable

Source : SP/CVEL, décembre 2020

❖ Situation des SPAI

Au regard de la disponibilité du pâturage naturel, la demande en SPAI est faible dans toutes les régions. Sur les différents marchés des régions, les SPAI et autres aliments concentrés sont

toujours disponibles. Leurs prix oscillent entre 6500 et 11000 francs le sac de 50kg en fonction de l'offre et de la demande sur le marché et selon la qualité et le type d'aliment.

Aussi, il faut signaler qu'une importante quantité de SPAI a été mise à la disposition des producteurs à des prix subventionnés par l'Etat et ses partenaires notamment la FAO.

1.3.2. État physique et sanitaire des animaux

❖ Etat physique des animaux

Dans la plupart des régions, la bonne disponibilité du pâturage et de l'eau se reflète sur l'état physique des animaux qui est dans l'ensemble bon, excepté le Nord et le Centre-Est où les bovins et les petits ruminants ont une note d'état corporel (NEC) moyenne inférieure ou égale à 3.

Comparée à l'année passée à la même période, la situation est similaire dans la plupart des régions et meilleure dans les régions du Plateau Central et du Sahel. Par contre, une baisse de forme est constatée dans la région des Cascades par rapport à l'année passée en raison de la situation du pâturage qui est peu fournie par rapport à la campagne précédente.

Tableau 2 : Situation de l'embonpoint des animaux

Province	Appréciation de l'état d'embonpoint	
	Gros ruminants	Petits ruminants
Boucle du Mouhoun	Bon	Bon
Cascades	Bon	Bon
Centre	Bon	Bon
Centre-Est	Passable	Passable
Centre-Nord	Passable	Passable
Centre-Ouest	Bon	Bon
Centre-Sud	Bon	Bon
Est	Bon	Bon
Hauts Bassins	Bon	Passable
Nord	Passable	Passable
Plateau Central	Bon	Bon
Sahel	Bon	Bon
Sud-Ouest	Bon	Passable

Source : SP/CVEL, décembre 2020

❖ Etat sanitaire des animaux

La situation zoo-sanitaire demeure calme dans l'ensemble des régions. Néanmoins dans la région des Hauts-Bassins, des cas de maladies telles que la fièvre aphteuse, la dermatophilose, la maladie de Newcastle, la peste porcine africaine, la peste des petits ruminants, la variole aviaire et la dermatose nodulaire cutanée bovine ont été notifiés dans les anciens foyers de maladie. Au total 1 024 têtes ont été exposées avec 125 cas de morbidité et 59 mortalités. Face à ces maladies, les différentes mesures de police sanitaire (abattage, isolement et vaccination) ont été appliquées dans le but de neutraliser ces maladies. Egalement, il a été noté tout de même quelques cas de dermatoses à Sapouy dans le Ziro et dans certaines localités de la Sissili. Aussi, des campagnes de vaccination sont en cours au cours de ce dernier trimestre contre certaines pathologies. Mais, les effectifs vaccinés sont en deçà de ceux de l'année passée dans certaines régions comme le Centre-Sud. Cela pourrait s'expliquer par la modification du programme vaccinal.

Dans la région de l'Est, la concentration des animaux dans certaines localités représente un risque quant à la prolifération de certaines maladies et cela en lien avec le bétail de retour de transhumance.

1.1.1. État des transhumances et des conflits

❖ État des transhumances

Il faut noter que la plupart des régions n'ont pas enregistré de mouvement de transhumance au cours du trimestre. Cette situation est jugée normale car, la disponibilité en pâturage et en eau est bonne dans l'ensemble des régions. Les parcours sont toujours fournis surtout avec la disponibilité des résidus de sous-produits agricoles. Cependant, dans la région du Sud-Ouest le départ de 21 bovins en transhumance transfrontalière vers la Côte-d'Ivoire a été enregistré.

❖ Situation des conflits

Aucun cas de conflit majeur n'a été enregistré dans la plupart des régions. Cependant, dans la région du Centre, trois cas de conflits liés aux dégâts de champs ont été recensés dont deux conflits dans l'arrondissement N°3 de Ouagadougou et un dans la commune rurale de Komki-Ipala. Tous ces conflits ont été réglés à l'amiable.

Néanmoins, des mesures de prévention méritent d'être prises au regard de l'arrivée des PDI dans plusieurs localités de certaines régions et de la question de la gestion des ressources pastorales de plus en plus préoccupante.

II. SITUATION DES MARCHES

2.1. Situation des marchés des produits agricoles

2.1.1. Offre et demande céréalières

La majorité des marchés du pays fonctionnent normalement et sont approvisionnés par des commerçants et des producteurs. D'une manière générale, l'offre céréalière au cours du mois de novembre a été supérieure à celle du mois d'octobre 2020 sur les marchés tandis que la demande en céréales était en baisse. La baisse de la demande pourrait s'expliquer par la bonne disponibilité des vivres auprès des ménages producteurs à la faveur des nouvelles récoltes. Les principaux produits alimentaires disponibles sur les marchés sont le maïs, le mil, le sorgho, le riz, l'arachide, le voandzou et le niébé.

Par ailleurs, dans les régions des Cascades et du Sud-Ouest, l'offre des céréales au mois de novembre 2020 était jugée importante par rapport au mois précédent et similaire par rapport à l'année passée à la même période. Néanmoins, dans la région du Sud-Ouest, il est constaté une rareté du maïs dans la commune du Nounbiel et du sorgho blanc dans la commune de Hamélé. Dans la région du Nord, l'offre du mil a été faible sur les marchés comparativement à la même période de l'année dernière due à la faible performance de la campagne.

Au Centre-Est, l'offre moyenne de céréales a été similaire à celle de l'année passée à la même période sauf dans la province du Koulpélogo où elle était faible. Cette baisse de l'offre, selon les acteurs du marché, est due à la faible production du sorgho rouge et aux inondations enregistrées.

Sur les marchés de la région du Sahel, du Centre et du Centre-Nord, l'offre moyenne en céréales est jugée bonne, mais est inférieure à celle de la même période de l'année précédente.

Cette baisse de l'offre dans la région du Centre s'expliquerait par l'instabilité des prix sur les sites d'approvisionnement.

En ce qui concerne la demande en céréales, elle a été similaire à l'année passée à la même période dans les régions du Centre-Nord et du Centre. Par contre, sur les marchés des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest, la demande des céréales était en baisse par rapport à celle de l'année passée à la même période.

Cependant, dans la région des Cascades, il y a eu une forte demande du maïs par rapport au mois passé et à l'année passée à la même période. Celle du sorgho et du mil demeurant faible par rapport au mois passé et à l'année passée.

De plus, dans la région de l'Est, la demande de céréales était atypiquement en hausse dans les localités de Namounou dans la Tapoa et de Bartiéboougou dans la Komondjoari pour la période.

2.1.2. Flux entrants et sortants de céréales

Les circuits de commercialisations internes des produits alimentaires se font d'une part entre les communes d'une même région et d'autre part entre les communes des différentes régions. Les flux externes se font avec certains pays voisins.

En effet, dans la région du Centre-Nord, les flux entrants des céréales proviennent de Pouytenga, de Ouaga, de Léo et du grand ouest. Ceux sortants s'effectuent vers la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Niger. Dans la région du Nord, les céréales proviennent principalement des régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Ouest. Pour ce qui est de la région de l'Est, le soja est le produit le plus convoité sur le marché de Pouytenga et de Ouagadougou.

Au niveau de la région des Cascades, le maïs provient de la Côte d'Ivoire. Pour les autres céréales (sorgho et mil), les stocks commerçants proviennent majoritairement des localités de la Boucle du Mouhoun. Les flux sortants sont destinés aux marchés de Mangodara, Bobo-Dioulasso et Ouagadougou.

Au Centre-Est, les céréales sont acheminées vers le Ghana, le Togo, le Mali et la Côte d'Ivoire. De plus, il est signalé la présence des chinois et des indiens sur le marché de Pouytenga pour l'achat du sésame.

Dans la région des Hauts-Bassins, les flux entrants des céréales s'effectuent principalement des marchés de la Boucle du Mouhoun et des Cascades vers la région. Les flux sortants s'effectuent de la région vers les marchés de Ouagadougou, Pouytenga, Kaya, Dori et les pays voisins tels que la Côte d'Ivoire et le Niger.

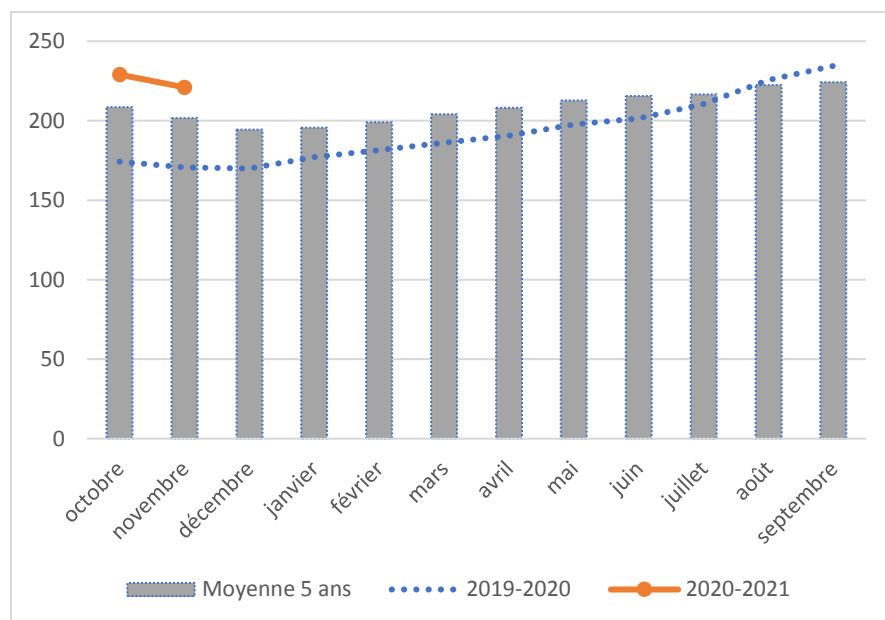
Concernant le Sahel, les céréales proviennent des zones de productions telles que la Boucle du Mouhoun, les Hauts-Bassins, le Centre-Ouest (Sissili et Ziro) en transitant par Ouagadougou. Pour ce qui est du flux de commercialisation des produits de rente tels que le niébé et le sésame, l'acheminement vers Ouagadougou et en dehors du pays pour le sésame est jugé morose suite à la baisse des superficies de production du fait de l'insécurité.

2.1.3. Analyse des prix des produits agricoles

D'une manière générale, les moyennes nationales des prix des principales céréales du mois de novembre 2020 ont enregistré des baisses relatives par rapport à celui du mois précédent sur les marchés. Les baisses ont été relevées sur le maïs et le sorgho aussi bien sur les marchés de collecte (10% pour le maïs et 3% pour le sorgho) que de détail (5% pour le maïs et 6% pour

le sorgho). Cette situation pourrait s'expliquer par la présence des nouvelles récoltes auprès des ménages.

Comparativement à ceux de la même période de l'année passée et de la moyenne des cinq dernières années, le prix moyen du mil a connu une hausse sur la plupart des marchés. Ces hausses sont respectivement de 30% et 10% sur les marchés de détail. Le graphique ci-dessous illustre cette situation :

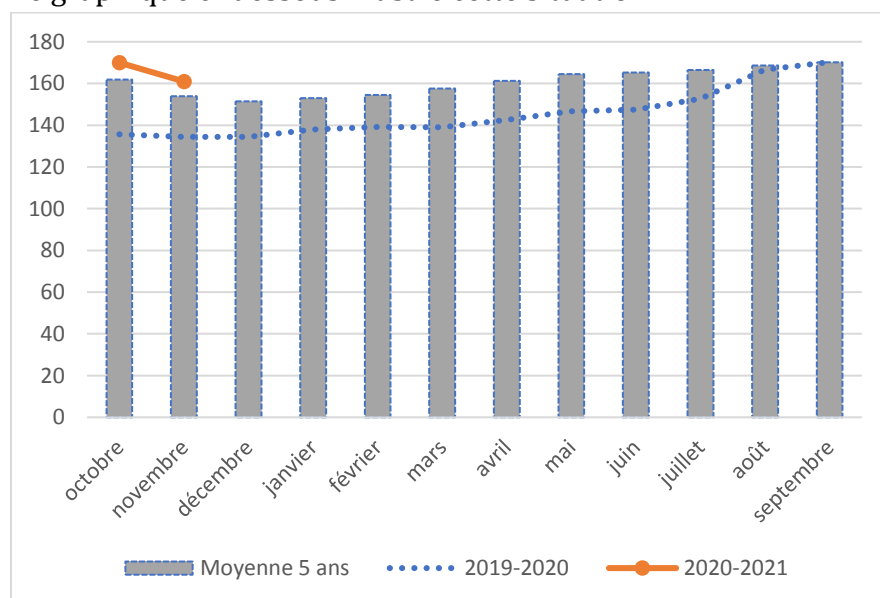


Graphique 5 : Evolution du prix du mil

Source : Construit avec les données de la SONAGESS

La même tendance haussière a été constatée pour le prix du maïs. Ces hausses sont de 20% par rapport à l'an dernier à la même période et 5% par rapport à la moyenne des cinq dernières années sur les marchés de détail.

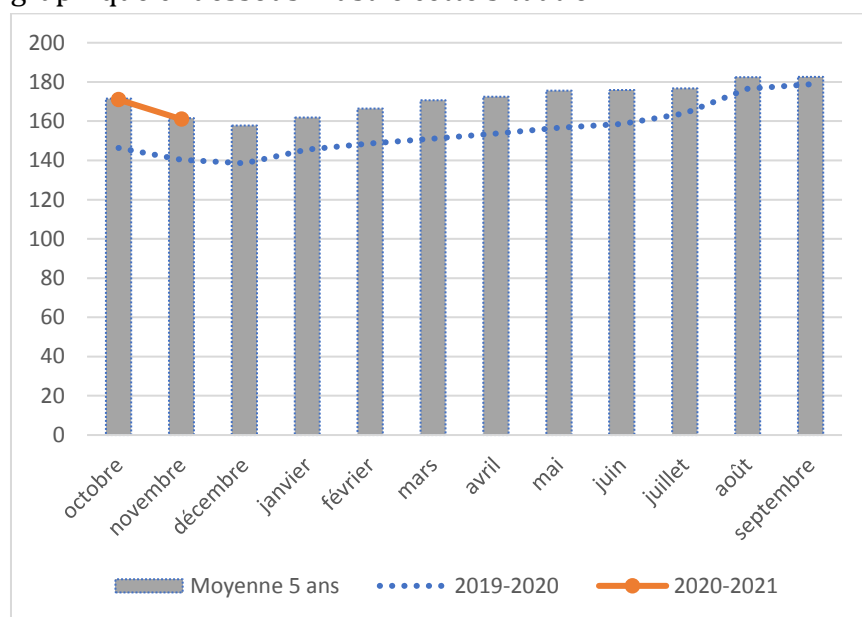
Le graphique ci-dessous illustre cette situation :



Graphique 6 : Evolution du prix du maïs

Source : Construit avec les données de la SONAGESS

Concernant le sorgho blanc, son prix a connu une hausse de 15% comparativement à la même période de l'an dernier mais est resté stable par rapport à la moyenne quinquennale. Le graphique ci-dessous illustre cette situation :

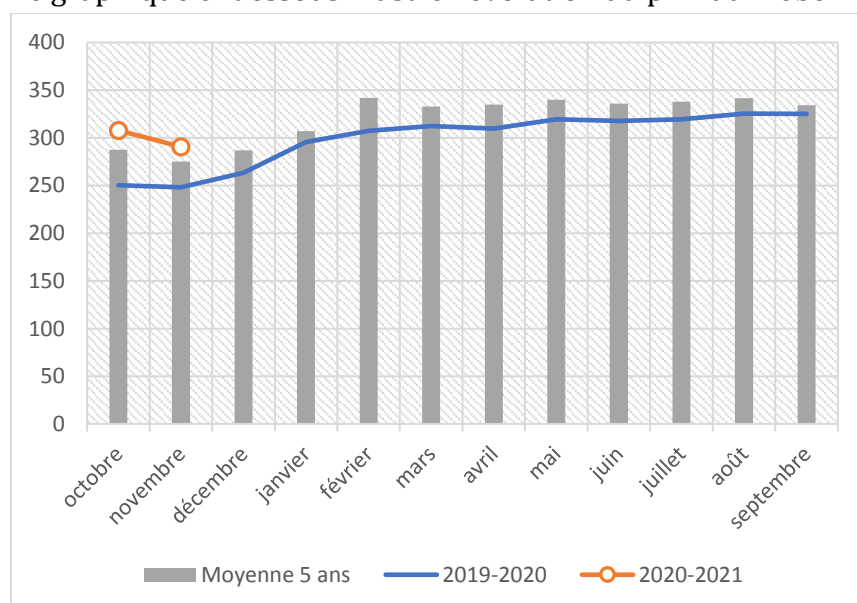


Graphique 7 : Evolution du prix du sorgho
Source : Construit avec les données de la SONAGESS

De façon globale, ces hausses de prix seraient dues à la baisse atypique des prix au cours de la campagne précédente et à la présence de certains acteurs étrangers (Ghana) sur les marchés d'approvisionnement d'une part et aux baisses de production dues aux inondations et poches de sécheresse enregistrées lors de cette campagne agricole d'autre part.

Pour ce qui est des cultures de rente tels que l'arachide et le niébé, les moyennes de leurs prix ont évolué à la baisse sur la majorité des marchés par rapport au mois d'octobre 2020 et à l'année passée à la même période sauf pour le niébé dont le prix était en hausse de 17% par rapport à la variation annuelle. Cette hausse pourrait être due à la faiblesse de l'offre du niébé sur le marché.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du prix du niébé :



Graphique 8 : Evolution du prix du niébé

Source : Construit avec les données de la SONAGESS

2.2. Situation des marchés des produits maraichers

A la faveur de la fin de la campagne pluviale, les produits maraichers apparaissent de plus en plus sur les marchés.

2.2.1. Offre et demande des produits maraichers

L'offre des produits maraichers en cette période est bonne et en nette croissance sur les marchés comparativement aux mois précédents, à cause des nouvelles productions disponibles. Les produits les plus dominants sur le marché sont l'oignon, la tomate et le chou. On retrouve également le haricot vert, l'aubergine, le concombre, le poivron, la laitue, etc. La disponibilité des différents produits se renforce progressivement sur les marchés. Comparée à la même période de l'année passée, l'offre est globalement moyenne (similaire) pour la plupart des régions. Elle est jugée meilleure dans les régions du Centre-Sud, du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins et du Plateau-Central (surtout au Kourwéogo et dans l'Oubritenga). Elle est jugée cependant en baisse dans certaines régions dont le Sahel (les pluies abondantes constatées en cette saison pluvieuse occupent toujours une partie des superficies aux abords des marres et barrages, empêchant l'emblavure d'une partie des superficies) et le Centre-Est.

Quant à la demande, elle est similaire par rapport à l'an passé à la même période dans bon nombre de régions et en hausse progressive par rapport aux mois précédents, surtout que l'on s'approche de plus en plus des fêtes de fin d'année. Elle est jugée faible comparativement à l'année passée dans les régions du Nord, des Hauts-Bassins, des Cascades et du Centre-Sud à cause de l'absence des acheteurs étrangers due en partie à la fermeture des frontières liée au contexte COVID. Cependant, elle est jugée en hausse au Centre-Est au regard de la faible disponibilité, et en baisse au Sud-Ouest à cause de la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

2.2.2. Flux entrants et sortants de produits maraichers

La quasi-totalité des régions produisent elles-mêmes leurs produits maraichers qui sont acheminés sur les différents marchés. C'est le cas par exemple du Nord où les produits maraichers vendus proviennent des différentes localités de la région (aucun flux entrant ni sortant n'y a été signalé pour le moment). Néanmoins, bon nombre de régions sont soumises à des flux entrants et sortants, malgré que ces flux soient jugés pour le moment faibles en attendant les mois à venir :

- Au Centre-Sud, les flux sortants des produits maraichers sont surtout destinés vers les marchés de Ouagadougou et du Sahel (Dori surtout) ;
- Dans les Cascades, une bonne partie de l'oignon provient de la région des Hauts-Bassins (Bobo-Dioulasso), du Centre (Ouagadougou) et du Centre-Ouest (Koudougou). Quant aux flux sortants, ils concernent l'aubergine et le piment en destination de la Côte d'Ivoire ;
- Au Plateau-Central, les produits maraichers sont essentiellement destinés à la capitale Ouagadougou et au Ghana (tomate) ;
- Au Centre-Est, une partie de ces produits maraichers proviennent du centre du pays (Ouagadougou, etc.). Il y a également le Ghana qui approvisionne la région en tomate.

- Au Sahel, ils proviennent du Niger et de la Hollande pour les oignons car moins produits sur place. Quant à la tomate, elle provient de Yalgo (commune la plus proche de la région du Centre-Nord) et de Kombissiri au Centre-Sud. Mais à partir de Janvier la plupart des produits maraichers (tous confondus) proviendront de Yalgo, Kaya, Kongoussi et de la province du Sourou car d'une manière générale, les quantités produites dans la région sont insuffisantes pour couvrir les besoins des populations ;
- Au Centre, l'oignon présent sur les marchés provient essentiellement de la Hollande, du Maroc et du Niger ;
- La Boucle du Mouhoun ravitaille d'autres villes du pays, mais la tendance est faible pour le moment ;
- Au Sud-Ouest, les principaux marchés comme Gaoua, Dano, Diébougou et Batié sont ravitaillés en partie par celui de Bobo-Dioulasso ;
- Dans les Hauts-Bassins, l'oignon est essentiellement importé de la Hollande, et on y observe des flux sortants vers le Sud-Ouest tels que mentionnés plus haut.

2.2.3. Analyse des prix des produits maraichers

Avec une meilleure disponibilité par rapport aux mois précédents pour la plupart des régions, les prix des principaux produits maraichers sont en baisse en cette période. C'est le cas dans les régions des Cascades, du Centre-Est, du Sahel, des Hauts-Bassins et du Centre (-20% pour la tomate et -17% pour le chou). On note cependant des hausses de prix pour quelques régions : au Centre-Sud, au Plateau-Central, au Centre (+20% pour l'oignon) et au Sud-Ouest (hausse pour l'oignon et la tomate) et une stabilité pour le chou au Sud-Ouest.

Comparativement à la même période de l'an passé, il s'agit surtout de hausses de prix des principaux produits maraichers pour la plupart des régions : Centre-Est, Centre-Sud, Plateau-Central, Sahel pour l'oignon (cela s'explique par le fait que les fortes pluies enregistrées au Niger en cette campagne y ont considérablement réduit les superficies emblavées en oignon), Centre pour l'oignon (+27% par rapport à la même période de l'année passée et +22% par rapport aux cinq dernières années), Sud-Ouest pour l'oignon (+ 67%), etc. Cependant, quelques baisses sont constatées. Il s'agit surtout de la tomate dans les régions du Sahel, du Centre (-7% annuellement et -27% par rapport à la moyenne quinquennale) et du Sud-Ouest (-10%). Il est constaté une relative stabilité aux Cascades (où le prix de l'aubergine à l'exportation a considérablement baissé de 50% (de 5000FCFA à 2500FCFA le sac de 25 kg, cela s'expliquerait par le fait d'une bonne disponibilité de ces produits sur le marché ivoirien due à sa production interne) et au Plateau-Central pour le poivron.

2.3. Situation des marchés des Produits Forestiers Non ligneux (PFNL)

2.3.1. Offre et demande

Au cours du mois de novembre 2020, les PFNL suivants ont connu une disponibilité moyenne sur les marchés : les amandes de karité, les graines de néré, le beurre de karité, le soumbala, les feuilles de baobab et de moringa. Pour le tamarin, les chenilles de karité, les amandes de balanites, le miel, le pain de singe et le Zamné, leur disponibilité a été faible sur les marchés. Le kapok se faisait rare sur les marchés tandis qu'on assistait à l'apparition des jeunes pousses de rôniers. L'offre des PFNL dans l'ensemble a été faible par rapport à l'année passée à la même

période. La raison est qu'il y a eu non seulement une baisse de la productivité des espèces pourvoyeuses cette saison mais aussi il y a la réduction des espaces de collecte des produits liée à la situation sécuritaire dans les régions de l'Est, du Sahel, du Nord, du Centre-Nord et dans une partie de la Boucle du Mouhoun. La demande quant à elle, a été supérieure à celle du mois précédent mais reste globalement similaire à celle de l'année passée à la même période.

2.3.2. Flux entrants et sortants

Les flux des PFNL sont majoritairement internes. Quelques cas de flux transfrontaliers ont aussi été notifiés. Il s'agit de la poudre de feuilles de baobab sur le marché de Niènetà à Bobo-Dioulasso en provenance du Mali, des graines de néré sur le marché de Pouytenga en provenance du Togo et des amandes de karité des Hauts-Bassins en direction du Niger.

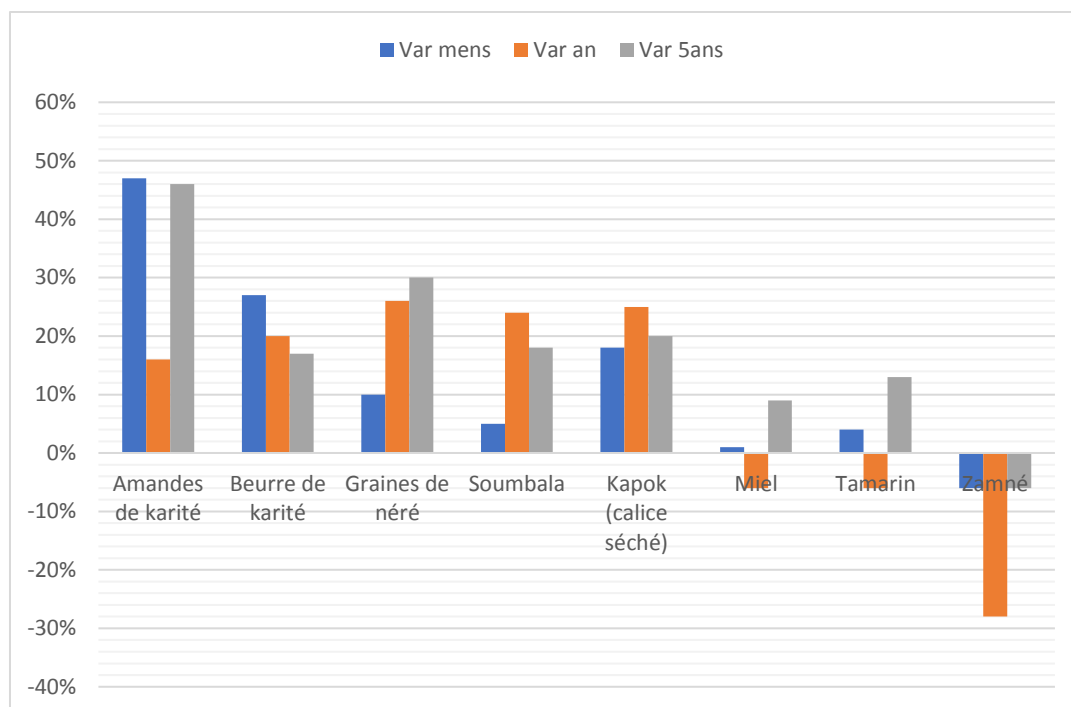
2.3.3. Analyse des prix

Par rapport au mois d'octobre 2020, les prix du soubala, du miel, du tamarin et du Zamné sont restés globalement stables. Ceux des amandes de karité, du beurre de karité, des graines de néré et du kapok ont connu des hausses respectivement de 45%, 27%, 10% et 18%. Ces hausses pourraient s'expliquer par une baisse de la disponibilité de ces produits.

Comparativement à la même période de l'année passée, les prix du miel et du tamarin sont restés stables. Le prix du Zamné a connu une baisse de 28%. Par contre, ceux des amandes de karité, du beurre de karité, des graines de néré, du soubala et du kapok ont augmenté respectivement de 14%, 20%, 26%, 24% et 25%. La hausse des prix de ces produits pourrait s'expliquer par la baisse de la disponibilité liée à la diminution progressive de la productivité des espèces pourvoyeuses.

Comparés à la moyenne quinquennale, les prix du miel et du Zamné sont restés stables. En dehors de ces deux produits, les prix des autres produits ont connu des hausses. Il s'agit des amandes de karité (44%), du beurre de karité (17%), des graines de néré (30%), du soubala (18%), du kapok (20%) et du tamarin (13%). La hausse des prix de ces produits pourrait s'expliquer non seulement par la baisse de la disponibilité des productions au fil des années, mais aussi, à une augmentation de la consommation et donc de la demande des PFNL en raison d'une prise de conscience des populations de leur qualité nutritionnelle.

La variation des prix des PFNL se présente graphiquement comme suit :



Graphique 9 : Variation des prix des principaux PFNL

Source : DGEVCC

2.4. Situation des marchés à bétail

Etat de fonctionnement des marchés

Les marchés à bétail sont fonctionnels excepté certains marchés d’approvisionnement situés en zones d’insécurité notamment dans le Sahel, le Centre-Nord et l’Est. Par ailleurs, on constate une amélioration de l’activité commerciale par rapport à la même période de l’année passée sur l’ensemble de la sous-région.

Pour ce qui est des flux, les principaux marchés sont approvisionnés par les collecteurs des villages environnants et accessibles. Quant aux flux externes, nous remarquons une amélioration par rapport aux mois antérieurs malgré la situation sanitaire et d’insécurité que traverse le pays. Les pays concernés par ces flux externes sont : la Cote d’Ivoire, le Ghana, le Sénégal et le Mali.

2.4.1. Offre et demande

❖ Offre

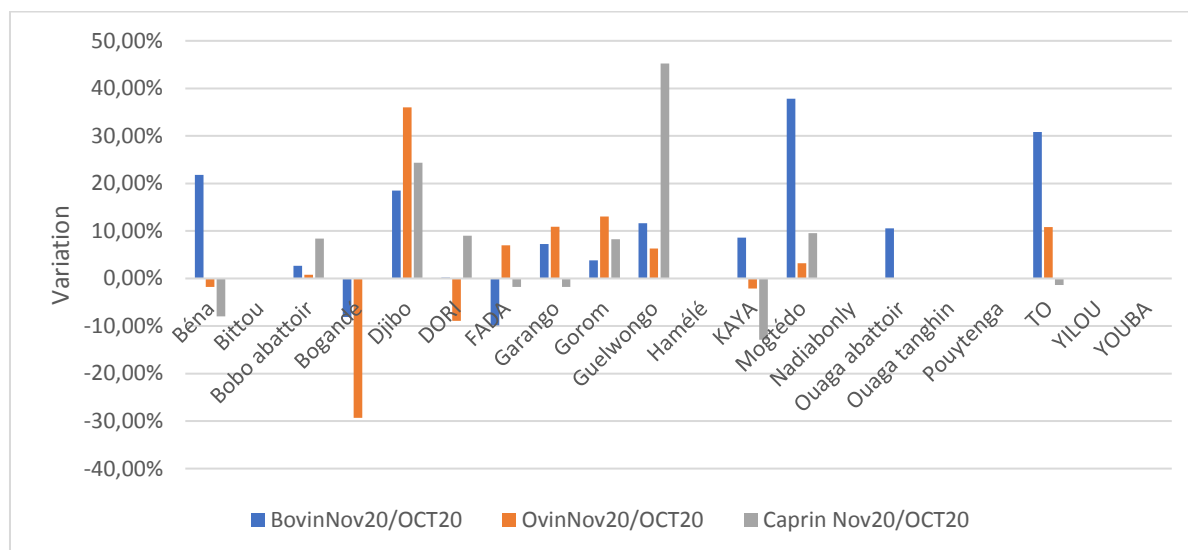
L’offre du bétail au mois de novembre comparativement au mois d’octobre 2020, à la moyenne annuelle et celle quinquennale de la même période, a évolué en hausse sur la quasi-totalité des marchés.

En effet, sur les marchés de consommation, de production et de regroupement, l’offre du taureau et des petits ruminants a connu une tendance haussière sur les marchés suivis. Cette hausse serait liée aux fêtes de fin d’année. A Djibo (province du Soum) par exemple, l’augmentation de l’offre a atteint 36% chez les ovins. Cette augmentation est liée au bon état d’embonpoint des animaux et à l’amélioration de la fréquentation des acteurs étrangers.

Cependant, sur les marchés d’exportation, elle est quasi stationnaire à l’exception du marché de Guelwongo où on observe une hausse sur les petits ruminants (+45,21% pour le bouc).

Par rapport à la même période de l'année passée, l'offre sur les marchés suivis a augmenté à Yilou et à Fada où elle dépasse la barre de 48% chez les petits ruminants. Par contre, elle a diminué de plus de 50% à Bittou et à Youba en raison de l'insécurité qui rend difficile d'accès aux marchés d'approvisionnement.

Par rapport à la moyenne quinquennale, une tendance haussière de l'offre de plus de 100% a été enregistrée à Yilou et à Kaya. Par contre, elle a diminué à Djibo, à Dori et à Gorom en raison de l'insécurité. Également à To et à Youba, une baisse de plus de 50% pour les bovins a été enregistrée. D'une manière générale, l'offre du taureau est en baisse. Cette situation pourrait se justifier par une baisse de la demande liée à la faible présence des acteurs étrangers sur le marché.



Graphique 10 : Variation de l'offre du bétail

Source : DGESS/MRAH

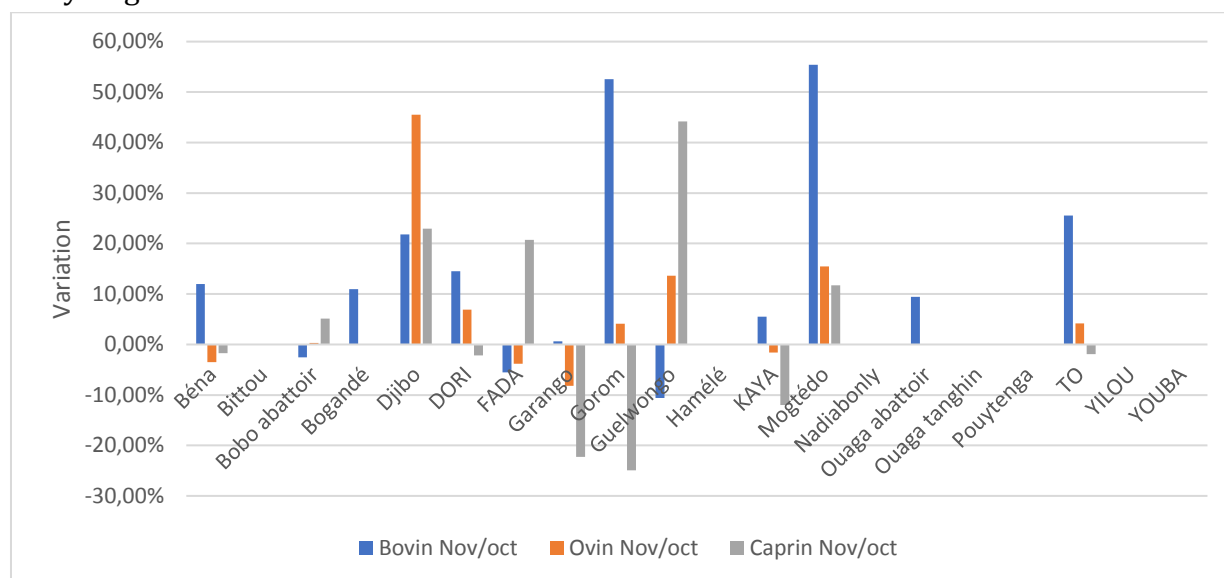
Demande du bétail

Comparativement au mois d'octobre, la demande du bétail au mois de novembre a varié de part et d'autre en fonction du marché. En effet, on note une augmentation de la demande des bovins de 22%, de 52% et de 55% respectivement sur les marchés de Djibo, de Gorom et de Mogtédo. Pour les petits ruminants, elle a été plus remarquable sur le marché de Djibo et de Guelwongo, respectivement de 45% pour les ovins et 44% pour les caprins. Cette situation s'expliquerait par la reprise timide de la fréquentation des acheteurs étrangers et la préparation des festivités de fin d'année. Toutefois, on enregistre une baisse de la demande dans les marchés de regroupement tels que Gorom et Garango.

Comparativement à la même période de l'année précédente, la demande a connu une hausse sur le marché de Gorom, de Djibo et de Mogtédo. A Djibo, l'amélioration de la situation sécuritaire, encourage la fréquentation du marché et justifierait cette augmentation de la demande. Cependant, une baisse de la demande en petits ruminants est observée dans les marchés de regroupement de Garango et de Gorom.

Comparativement à la moyenne des cinq dernières années, la demande est en baisse sur la majorité des marchés au niveau des bovins. Les variations les plus remarquables sont de -67% à To, -47% à Youba et -34% à Djibo. Cependant, une hausse de plus de 100% est observée à Guelwongo. Quant aux petits ruminants, la demande a augmenté surtout au niveau des ovins.

Ainsi, nous observons une hausse de plus de 100% à Bogandé, à Kaya, à Mogtédou et à Pouytenga.



Graphique 11 : Variation de la demande du bétail

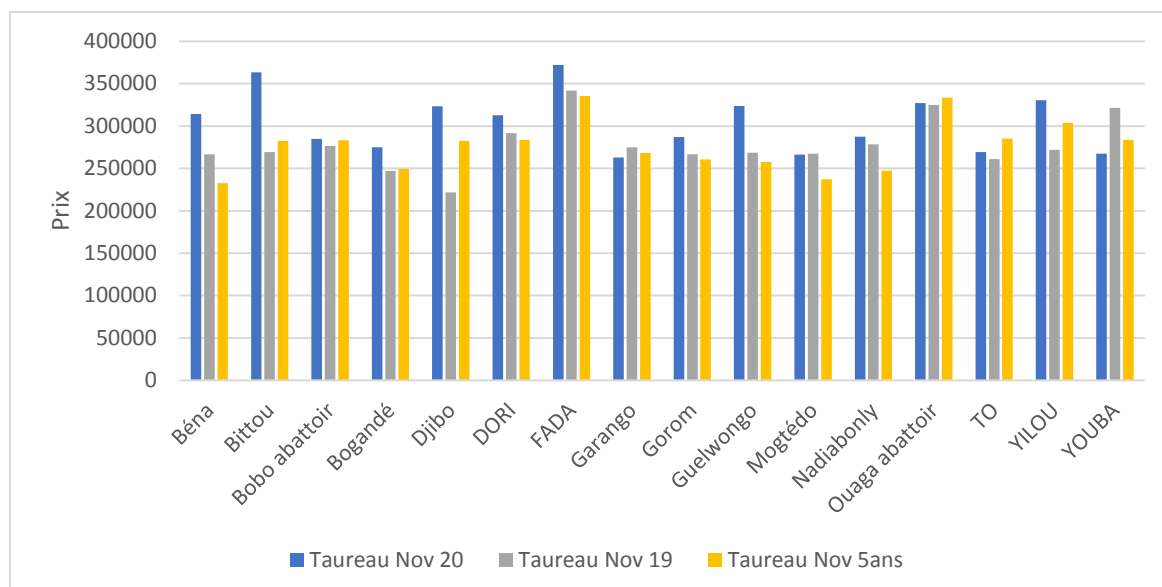
Source : DGESS/MRAH

2.4.2. Analyse des prix du bétail

2.4.2.1. Prix du taureau

Le prix du taureau a évolué de la stabilité à la baisse sur la majorité des marchés en comparaison au mois d'octobre 2020. Cette situation pourrait se justifier par la hausse de l'offre sur les marchés d'une part et d'autre part par la baisse de la fréquentation des acteurs étrangers liés à la situation sécuritaire et sanitaire du pays. L'évolution à la baisse la plus remarquable est enregistrée sur les marchés des régions du Centre-Sud (Guelwongo -6%), du Sahel (Dori : -6%, Djibo : -5%), des Hauts-Bassins (Bobo abattoir : -5%). Toutefois, certains marchés ont connu une hausse du prix du taureau. La hausse la plus importante est enregistrée sur le marché de Gorom (17%).

Comparativement à la moyenne annuelle et celle quinquennale les prix affichent une tendance à la hausse sur la plupart des marchés. Cette tendance serait due au bon état corporel du bétail observé cette année avec l'abondance des pâturages. Les prix les plus élevés sont enregistrés dans les régions du Centre-Est (Bittou 35%), du Sahel (Djibo 46%) en glissement annuel et de 21%, 27% et 40% respectivement sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Béna 35%), du Centre-Est (Bittou 28%) et du Centre-Sud (Guelwongo 26%) par rapport à la moyenne quinquennale.

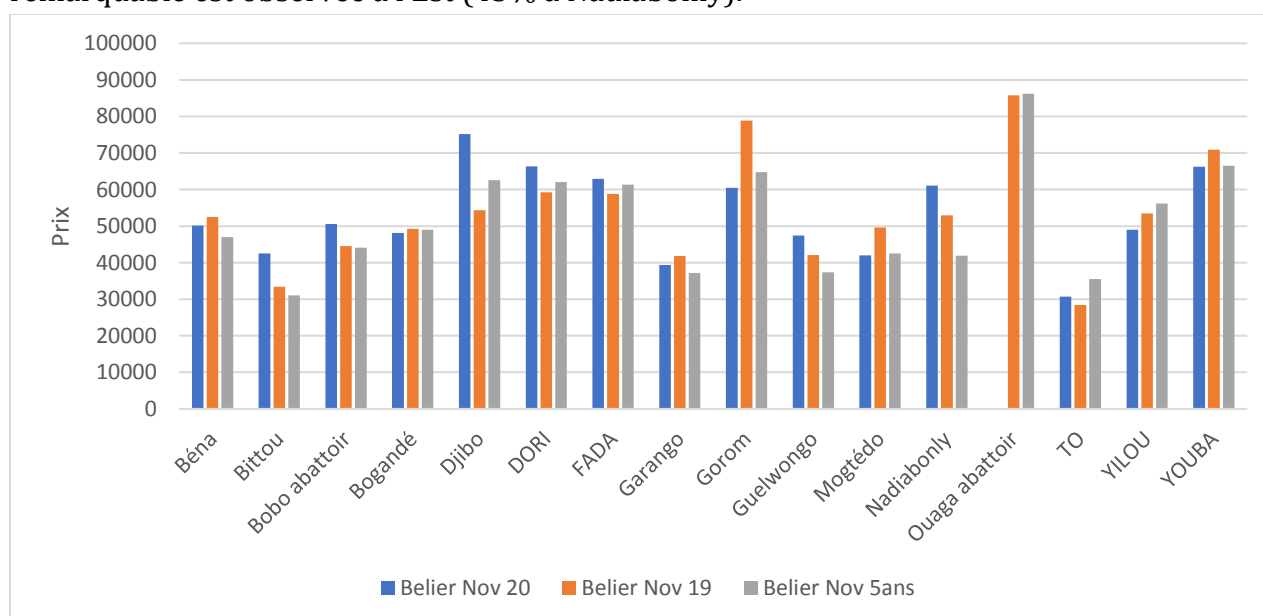


Graphique 12 : Niveau des prix du taureau
Source : DGESS/MRAH

2.4.2.2. Prix du bélier

L'analyse comparative du prix du bélier au mois de novembre par rapport à octobre 2020 dégage une tendance quasi stable sur la majorité des marchés suivis. Cependant, nous observons une hausse des prix dans les marchés de regroupement tels que Garango (21%) et Gorom (13%) ainsi que dans les marchés de consommation. Cette hausse des prix serait liée à la préparation des festivités de fin d'année. Toutefois, une baisse des prix est observée à Dori (-11%) et à Bena (-10%).

Par rapport aux prix de l'année passée il est en hausse sur la majorité des marchés. La région du Sahel a enregistré les plus fortes hausses (38% à Dori) suivi de la région du Centre-Est (27% à Bittou). Cependant, une baisse de 23% est observée à Gorom. Comparativement à la moyenne quinquennale les prix affichent une tendance haussière. La hausse la plus remarquable est observée à l'Est (45% à Nadiabonly).



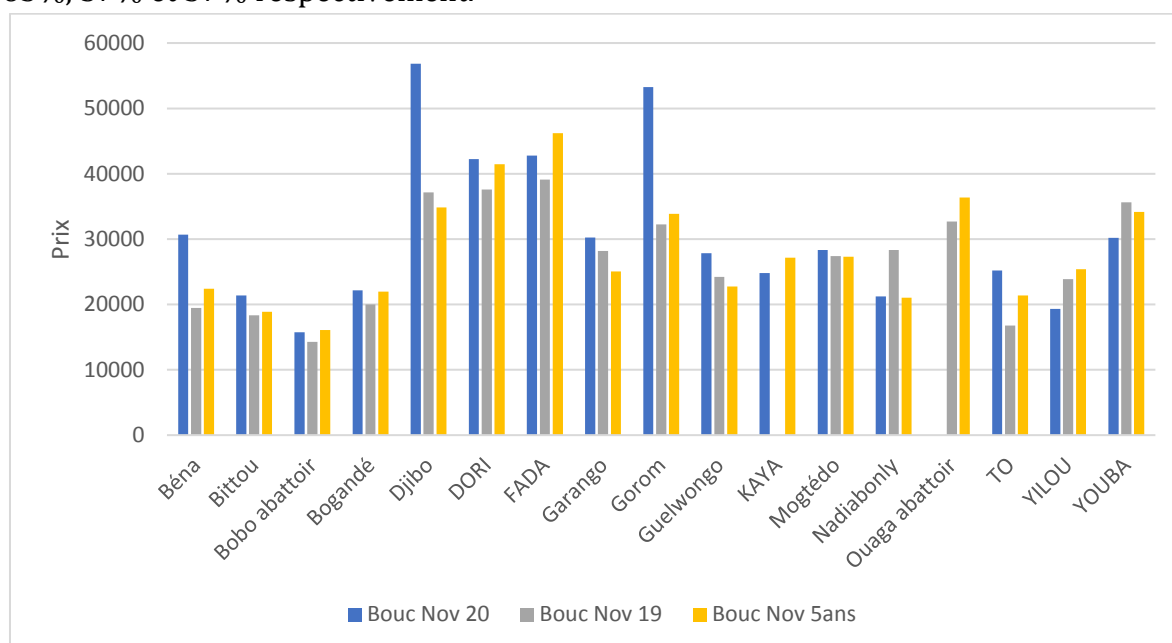
Graphique 13 : Niveau des prix du bélier

Source : DGESS/MRAH

2.4.2.3. Prix du bouc

L'analyse comparative du prix du bouc au mois de novembre par rapport au mois d'octobre 2020 dégage une tendance à la hausse sur la majorité des marchés suivis. Les hausses les plus remarquables sont observées dans les marchés de regroupement tels que Garango 29% et Gorom. Cette tendance serait liée au bon état d'embonpoint des animaux. Toutefois, une baisse du prix du bouc de 11% a été observée à Dori.

Par rapport à la même période de l'année passée on observe des variations de prix à la hausse sur la majeure partie des marchés, notamment sur les marchés du Sahel (Gorom : 65%, Djibo : 52%) ainsi que dans la Boucle du Mouhoun (58% à Bena). Toutefois, les marchés de la région du Centre-Nord (Yilou) et du Nord (Youba) ont connu des baisses de 19% et 15% respectivement. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix sont en hausse sur la majorité des marchés. En effet, les marchés de Djibo, Gorom et Bena ont enregistré des hausses de prix de 63%, 57% et 37% respectivement.



Graphique 14 : Niveau des prix du bouc

Source : DGESS/MRAH

2.4.3. Termes de l'échange bétail/céréales

Les termes de l'échange enregistrés au mois de novembre sont en faveur de l'éleveur. La vente d'un bélier ou du bouc permet d'acquérir au moins un sac de 100kg de céréales sur la majeure partie du pays. Ils se sont détériorés par contre sur les marchés de Dori. La hausse des prix des céréales sur ces marchés serait la cause de cette détérioration. Comparées à la moyenne annuelle, les variations sont en baisse sur la plupart des marchés. La baisse des prix du bétail enregistrée justifie cette tendance. Des variations en hausse remarquables sont enregistrées par rapport à la moyenne quinquennale à Djibo, Gorom, et Mogtédó.

III. SITUATION SANITO-NUTRITIONNELLE

La situation sanito nutritionnelle est difficilement cernable du fait que la plupart des données n'ont pas pu être collectées ou ont été parcellaires dans plusieurs régions. En effet, les données du Centre-Nord, du Centre-Sud, des Cascades, du Sahel et du Centre-Ouest n'ont pas pu être collectées. Les régions de la Boucle du Mouhoun et du Sud-Ouest ont transmis des données parcellaires. Il faut noter qu'excepté le Sahel où il est mentionné une difficulté d'accès de la base ENDOS, les raisons de cette absence de données ne sont pas connues pour les autres régions.

3.1. Situation des cas de maladies

❖ Cas de paludisme

Le nombre de cas d'enfants ayant souffert du paludisme demeure très préoccupant. Il a considérablement augmenté au cours du troisième trimestre 2020 (3,47 fois dans la région du Nord) soit 23 521 enfants ayant souffert du paludisme au deuxième trimestre contre 81 665 au troisième trimestre. Dans les Hauts-Bassins 338 265 cas de paludisme au total ont été enregistrés. Le nombre de cas de paludisme au mois de novembre 2020 est en baisse (0,4742) dans la région du Centre-Est comparativement à ceux de l'année dernière à la même période même s'il faut souligner que les données du mois de novembre 2020 du Kouritenga n'ont pas été prises en compte. Dans le Plateau Central, les cas de paludisme ont connu une hausse de 281,43% au cours du troisième trimestre comparativement au deuxième trimestre et ce malgré, la campagne de Chimio Prévention du Paludisme (CPS) réalisée de Juillet à Septembre 2020.

Le nombre de cas élevé de paludisme pourrait s'expliquer par le non-respect des mesures de prévention du paludisme d'une part, et par l'abondance des pluies survenues d'autre part dans certaines localités occasionnant la prolifération des moustiques.

❖ Cas d'anémie

L'anémie ferriprive est probablement le problème nutritionnel le plus répandu. Elle touche plus de la moitié des femmes et une forte proportion des jeunes enfants.

Dans la région du Nord, le nombre de cas d'enfants anémiés a considérablement augmenté au cours du troisième trimestre 2020 (2,78 fois) soit 447 enfants anémiés au deuxième trimestre contre 1250 enfants anémiés au troisième trimestre. Au total 1 158 cas d'anémie ont été enregistrés dans les Hauts-Bassins. Le nombre des cas d'anémie au mois de novembre 2020 est en baisse de 0,4293 fois dans la région du Centre-Est comparativement à ceux de l'année dernière à la même période même s'il faut souligner que les données du mois de novembre 2020 du Kouritenga ne sont pas prises en compte. Dans la région du Plateau Central, les cas d'anémie ont connu une hausse de 1181,82% au troisième trimestre comparativement au deuxième.

L'anémie chez ces enfants pourrait s'expliquer en grande partie par des carences nutritionnelles, essentiellement liées à une faible biodisponibilité de fer dans leur alimentation mais aussi par les infections, notamment le paludisme.

❖ Cas de dengue

Dans la région des Hauts-Bassins, on a dénombré au total 28 cas de dengue. Au cours du troisième trimestre, les régions du Nord et du Plateau Central ont enregistré respectivement

3 et 2 cas de dengue. Comparativement au deuxième trimestre, la région du Plateau Central a connu une baisse de 60%.

❖ Cas de diarrhée

Au cours du troisième trimestre de 2020, la région des Hauts-Bassins a enregistré au total 22 224 cas de diarrhée.

Dans la Boucle du Mouhoun, les cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans connaissent une diminution de janvier à juin 2020 et sont aussi en baisse par rapport à la même période de 2019.

Le nombre des cas de diarrhée au mois de novembre 2020 est en baisse (0,4799 fois) dans la région du Centre-Est comparativement à ceux de l'année dernière à la même période même s'il faut souligner que les données du mois de novembre 2020 du Kouritenga ne sont pas prises en compte. Dans le Plateau Central, les cas de diarrhée ont connu une hausse de 44,22% au cours du troisième trimestre comparativement au deuxième trimestre.

❖ Cas de la Covid-19

A la date du 17 décembre 2020, la région des Hauts-Bassins a enregistré au total 1 083 cas. La Boucle du Mouhoun et le Sud-Ouest ont enregistré respectivement 12 et 5 cas de Covid 19 en Novembre 2020. Le Sahel comptait 85 nouveaux cas depuis le mois d'octobre, ce qui porte à 114 le cumul de cas depuis le début de la pandémie.

3.2. Situation des admissions de MAM

D'une manière générale, le nombre de cas des malnutris aigus modérés (MAM) enregistré au troisième trimestre est supérieur à celui du deuxième trimestre. Par exemple, dans la région du Nord, les résultats attestent que le nombre total d'enfants MAM a connu une augmentation au troisième trimestre (5097 enfants MAM au deuxième trimestre contre 5327 MAM au troisième trimestre). Les admissions des cas de MAM dans la région des Hauts-Bassins ont connu une légère augmentation comparée au deuxième trimestre. Dans le Plateau Central, les admissions MAM ont connu une augmentation de 17,39% au cours du troisième trimestre 2020 comparativement au deuxième trimestre.

3.3. Situation des admissions des MAS

Pour ce qui est des malnutris aigus sévères, le nombre de cas a connu une tendance baissière. C'est le cas de la région du Nord où le nombre total d'enfants MAS a connu une baisse au troisième trimestre 2020. Au cours du troisième trimestre de 2020, les cas de malnutrition aiguë sévère pris en charge ont baissé de 3,97% dans la région du Plateau Central.

IV. SITUATION DES PDI ET AUTRES CATASTROPHES

4.1. Situation des PDI

A la date du 10 novembre 2020, bien qu'il y ait un semblant d'accalmie, selon le SP/CONASUR, on enregistre une augmentation du nombre de PDIs d'environ 1,47% par rapport à la situation du 08 septembre 2020 (1 034 609 PDI). En effet, le nombre de PDI au niveau national s'élève à **1 049 767** composés de 16,54% d'hommes, 22,65% de femmes et 60,80% d'enfants. Les

régions les plus impactées restent le Centre-Nord, le Sahel et le Nord. Le tableau ci-dessous, donne la répartition par Région.

Tableau 3 : Situation des déplacements de personnes en lien avec la situation sécuritaire

REGION	NOMBRE DE PDI
Boucle du Mouhoun	44 921
Cascades	7 783
Centre	1 051
Centre-Est	25 533
Centre-Nord	430 191
Centre-Ouest	11 126
Centre-Sud	2 325
Est	68 027
Hauts Bassins	19 859
Nord	76 218
Plateau Central	14 601
Sahel	344 569
Sud-ouest	3 563
TOTAL	1 049 767

Source : CONASUR, décembre 2020

4.2. Situation des autres catastrophes

D'une manière générale, hormis les catastrophes mentionnées au cours de la saison pluvieuse (inondations, vents violents, etc.), aucune catastrophe naturelle majeure n'a été signalée au cours de la période. Cependant, une attention particulière doit être accordée à la prévention des conflits agriculteurs éleveurs et entre PDI et populations hôtes en raison des fortes pressions qui s'exercent sur les ressources naturelles (eau, terre et pâturage).

V. SITUATION DES INTERVENTIONS EN COURS ET PERSPECTIVES

5.1. Situation des interventions en cours

Pour la période d'octobre à décembre 2020, plusieurs acteurs non étatiques ont intervenu en faveur des ménages déplacés et hôtes dans l'ensemble, principalement dans les opérations de distribution de noyaux reproducteurs de petits ruminants aux ménages, de distribution gratuite de volaille et d'aliment au profit des éleveurs vulnérables, de soutien à la production maraîchère et la prise en charge des cas de malnutrition.

❖ Région de l'Est

Dans la région de l'Est, les interventions d'ACF d'un coût global de 393 288 000 FCFA ont touché 7 023 bénéficiaires dont 3 576 femmes. Le PRAPS a distribué 80 têtes de petits ruminants à 16 bénéficiaires. Le PRRIA a également distribué 416 têtes de petits ruminants à 104 femmes.

Quant au PAM, il a distribué des vivres à 32 681 bénéficiaires dont 12 726 femmes et a également pris en charge 126 805 personnes atteintes de MAM et 9 486 MAS dont 2 698 femmes. Dans la région, le RECOPA a fait une distribution de petits ruminants et de volaille et d'aliments. Il a également soutenu la production maraîchère et la prise en charge des MAM et MAS.

❖ Région du Centre-Nord

La région a bénéficié de l'accompagnement de nombreuses structures dans le cadre de la préservation de la sécurité alimentaire des populations. La situation des interventions se présente comme suit :

- Plus de 203 000 personnes PDI et hôtes ont bénéficié gratuitement de vivres du PAM et de OXFAM ;
- Environ 680, 97956 tonnes de vivres ont été distribuées par le PAM, OXFAM, l'OCADES et le CONASUR selon le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Synthèse des interventions dans la région du Centre-Nord

Distribution gratuite des vivres (T)				
Partenaires	Homme	Femmes	Total	Quantité (T)
PAM	96 028	104 030	200 058	146, 89796
CONASUR	-	-	-	101, 500
OCADES	-	-	-	184
OXFAM	2 940	698	3 638	248,58196

Source : Mission conjointe de décembre 2020

Les opérations de transfert monétaire ont concerné 90 408 PDI et hôtes d'un montant de 2 937 612 000 FCFA et provenaient essentiellement du PAM, de la FAO, de la NDRC et de Help.

❖ **Région du Nord**

Dans cette région, la FAO et le PAM ont mené des interventions en faveur des personnes (PDI et hôtes). Le PAM est intervenu uniquement au Yatenga et la FAO a couvert toutes les provinces. L'ONG SOS SAHEL a mené des actions entrant dans le cadre des activités de la campagne hivernale. Cette situation est illustrée dans le tableau ci-dessous :

La FAO a distribué à près de 563 PDI et hôtes, des semences pour la campagne sèche et du cash aux PDI et hôtes pour un montant de 45 970 000 FCFA. Le PAM a distribué des vivres et du cash à 25 154 PDI et les a assistés dans la prévention de la malnutrition pour un montant de 107 312 000 FCFA.

❖ **Région du Sahel**

Les interventions dans ladite région ont concerné la distribution par l'action humanitaire, de 10000 tonnes de céréales à 15 000 ménages et de kits de dignités à 200 ménages.

Vétérinaire sans frontière a réalisé des traitements dermatoses à 250 bovins et a apporté un appui en SPAI à 860 ménages.

AGED a procédé à des opérations de distribution de vivres, de cash transfert direct (9882 personnes) et carte scoop (1821 personnes), de travail contre Argent (activité de récupération des terres).

PAM a appuyé la cantine scolaire classique au Soum et au Séno et la cantine d'urgence dans l'Oudalan et le Yagha. Aussi, 13,80 tonnes de ration alimentaire ont pu être emportées par 5035 filles en raison de 10kg /filles/mois.

➤ Pour le PAM :

- Distribution de vivres aux personnes vulnérables et aux PDI sur les sites de Djibo, Arbinda, Gorom et Dori : 5065 bénéficiaires à Markoye pour environ 80 tonnes de vivres, 6868 bénéficiaires pour 108 tonnes à Déou, 837 bénéficiaires pour 13,18 tonnes à Oursi.
- appui à la cantine scolaire classique au Soum et au Séno et la cantine d'urgence dans l'Oudalan et le Yagha : 43 687 bénéficiaires pour 161,365 tonnes d'octobre à

décembre ; 13,80 tonnes de ration alimentaire ont pu être emportées par 5035 filles en raison de 10kg /filles/mois ;

- activités habituelles de résilience : forage à Bani et site de compostage.

En perspectives :

- cash de 6 712 500 FCFA au profit de 294 bénéficiaires ;
- 14 biodigesteurs au profit de la DRRAH ;
- Fauche et conservation du fourrage naturel : 110 tonnes à faucher ;
- Implantation de 60 ruches ;
- Collecte de 6 tonnes de balanites pour saponification ;
- 70 tas de 9 m3 de compostage à réaliser ;
- 920 foyers améliorés ;
- 20 unités de 45 m3 de ravins à traiter ;
- Collecte de semences des herbacées pour la prochaine saison des pluies : 1138 sacs à collecter pour les terres récupérées ;
- 08 jardins scolaires ;
- 41 jardins nutritifs ;
- 240 ha de ½ lunes.

A noter que la distribution de lait n'a pas encore débuté.

❖ Région de la Boucle du Mouhoun

Les domaines d'intervention sont entre autres le Wash, la distribution gratuite de vivres, les droits de l'enfant, l'état civil, l'assistance alimentaire et nutritionnelle, l'hygiène et l'assainissement, le cash transfert, les abris et AME (Articles Ménagers Essentiels), etc. Ces actions sont menées à l'endroit des PDI, des familles hôtes et des personnes vulnérables essentiellement par TDH, HELP, OCADES, associations et particuliers, CONASUR, PAM, ONG GRET, PNUD, HCR.

Les interventions de sécurité alimentaire ont touché 3 794 PDI et 126 hôtes. Celles de la nutrition 21 PDI et 12 hôtes et les moyens d'existence 29 085 PDI et hôtes d'un coût global de 37 570 000 F CFA.

Pour le mois de novembre, plus de 10 000 personnes ont bénéficié d'une distribution gratuite de vivres du PAM et du CONASUR. Par ailleurs, le PNUD intervient dans le domaine du relèvement des PDI à travers l'activité « Argent contre travail ». 85 bénéficiaires dont 80% de femmes ont été identifiés à cet effet dans la région de la Boucle du Mouhoun. Dans la province, l'OCADES appuis 250 ménages PDI et 50 ménages hôtes dans le cadre de la sécurité alimentaire.

Le coût de l'intervention du PNUD à travers l'activité « Argent contre travail » au profit de 85 PDI s'élève à 6 120 000 dans la province du Mouhoun. Pour ce qui concerne le coût de l'opération du HCR en faveur des PDI et populations hôtes, il est de 19 700 000 dans les trois provinces que sont : le Mouhoun, le Sourou et la Kossi. L'OCADES intervient dans la Province du Sourou à travers un appui financier de 9 750 000 FCFA au profit des PDI et 2 000 000 de FCFA pour les populations hôtes.

❖ Région du Centre-Est

Au cours du mois d'octobre à novembre 2020, les PDI de la région ont bénéficié de 283,8 tonnes de maïs de la part du SP/CONASUR. L'AJVLS a également contribué au renforcement de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables à travers la distribution de vivres (céréales, niébé, huile et sel) et de farines enrichies au cours des mois d'octobre et de novembre 2020 à 19 885 PDI et 88 hôtes dans les trois provinces.

❖ **Région des Cascades**

Les interventions en cours dans la région se localisent dans la province de la Comoé et sont des actions en faveur des PDI et de leurs hôtes. Il s'agit notamment de l'opération de distribution de 40 tonnes de vivres (35 tonnes de maïs) au profit des personnes vulnérables et celle de distribution de 175 kits alimentaires aux cas confirmés et cas contact de la Covid-19 qu'assure le CONASUR.

Aussi, l'ONG ICAD International exécute une activité de transfert monétaire (Cash transfert) au profit de 500 ménages et le Projet HELVETAS organise des rencontres d'échanges avec acteurs et des séances de formation en apiculture au profit de 55 femmes PDI. On note également des actions de bonnes volontés au profit des personnes vulnérables dont celles de la Compagnie de transport RAKIETA.

Les actions en faveur de la sécurité alimentaire de ces populations ont permis d'assister 721 PDI et 833 personnes de la population hôte dans la province de la Comoé. Le coût des interventions faites aux PDI s'est élevé à la somme de dix millions sept cent quarante-neuf mille (10 749 000) franc CFA.

❖ **Région des Hauts-Bassins**

Dans le domaine de la nutrition, Action Contre la Faim (ACF) est un acteur clé pour les appuis au renforcement de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des Femmes enceintes, femmes allaitantes (FEFA). L'ONG a appuyé la mise en place de 20 jardins nutritifs et construit 35 puits dans la province du Kéné Dougou. Cet appui a couvert la quasi-totalité des communes de ladite province.

Toujours dans le domaine de la nutrition, ACF a également distribué de la farine enrichie à 1 022 FEFA et à 1 297 enfants de 6-23 mois. Ainsi, plus de 5 tonnes de farines enrichies ont été distribuées à ces groupes cibles qui sont les plus vulnérables à la malnutrition.

❖ **Région du Centre-Sud**

La mairie de Manga a fait une distribution gratuite de vivre aux personnes vulnérables à hauteur de 27 tonnes de riz.

❖ **Région du Sud-Ouest**

Les acteurs intervenant dans la région du Sud-Ouest sont le CONASUR, le PAH/GIZ, la CROIX-ROUGE le PAFA-4R, Plan Burkina, OCADES, PCA-BF/CH.

Seul les PDI et les ménages hôtes de la commune de Gaoua ont bénéficié de l'assistance du CONASUR en cette période.

Au cours du mois de novembre, cinq mille sept cent trente (5 730) personnes déplacées internes (PDI) et deux mille cinq cents (2 500) familles vulnérables issues des communautés hôtes de la commune de Gaoua ont reçu de la part du CONASUR une dotation en céréales de 120 tonnes composées de riz et de haricot. Les montants estimés des interventions de sécurité alimentaire sont respectivement de 20 407 384 F CFA pour les PDI et 6 802 461 pour les populations hôtes (PDI : 30 tonnes de haricot et 60 tonnes de riz, Populations vulnérables : 10 tonnes de haricot et 20 tonnes de riz).

❖ **Région du Centre**

Pour soutenir les sinistrés des inondations des mois d'août et de septembre 2020, l'UNFPA a fait un don au profit de 100 ménages (46 chefs de ménages et 54 chefs de ménages femmes) de l'arrondissement de Boulmiougou au cours du mois d'octobre composé de 2 000 boules de savon, 600 pagnes, 100 sacs de 5 kg de riz, 100 sacs de 5 kg de farine, 100 bidons d'huile de 5 litres et des accessoires.

5.2. Perspectives d'interventions humanitaires

Les ménages PDI et hôtes continuent de bénéficier de l'aide humanitaire aussi bien dans les sites que dans les familles d'accueil. Cependant, les gaps en termes de vivres et de non vivres demeurent importants. Les dotations reçues par les PDI ne permettent pas de couvrir leurs besoins alimentaires mensuels.

Comme stratégie d'adaptation, certaines PDI exercent de petits métiers (commerce, artisanat, lessive, jardinage, couture, coiffure, etc.) et cela constitue d'ailleurs leurs principales sources de revenus.

En termes de perspectives d'intervention, le PAM prévoit la distribution des vivres et du cash aux mêmes cibles de **la région du Nord**, 11 740 personnes bénéficieront de la distribution gratuite de vivres et 13 414 du cash inconditionnel. La FAO appuiera certaines communes de la région à la production maraichère de la saison sèche et en transfert monétaire.

Dans la région du Sahel, la direction régionale en charge de la solidarité nationale procèdera à la distribution de vivres à 50 000 bénéficiaires. Aussi, Vétérinaire sans frontière (VSF) prévoit la distribution de semences et composites pour aliments bétail pour un montant de 2 000 000 FCFA et la vaccination de 2 000 têtes de petits ruminants. En plus, VSF compte distribuer 5 000 caprins et des enclos pour traitement. Il est également attendu l'intervention du PAM et de AGED.

Dans la région de la Boucle du Mouhoun, le consortium TDH/PAM prévoit poursuivre leur assistance dans le cadre des dotations mensuelles à leurs cibles. On peut également citer l'acheminement de 1.050 tonnes de vivres (composées de riz, maïs et haricot), 600 bidons d'huile de 5 litres au profit des personnes déplacées internes, des personnes vulnérables et des familles hôtes de la Boucle du Mouhoun.

Dans la région des Cascades, l'assistance alimentaire du CONASUR se poursuivra toute l'année 2021 avec des distributions gratuites de vivres dans l'ensemble des communes de la région. Le projet HELVETAS prévoit assister les personnes déplacées internes des Communes de Tiéfoua Sidéradougou, Banfora et Niangoloko à travers des activités de transfert monétaire.

Dans la région du Plateau-Central, la province de l'Oubritenga a en stock, 154,5 tonnes de vivres, destinés aux personnes déplacées et aux communautés hôtes. Ces denrées seront distribuées aux bénéficiaires au cours des mois à venir. Quant aux provinces du Ganzourgou et du Kourwéogo durant tout le mois de novembre 2020, elles n'ont bénéficié d'aucun soutien en faveur des PDI sur le plan alimentaire.

Dans la région du Centre-Est, les interventions prévues par l'AJVLS au cours de l'année 2021 consisteront au paiement de cash pour l'assistance alimentaire et appui au développement des moyens d'existence durables à 11 686 personnes dans les trois provinces.

Dans la région du Centre, le SP/CONASUR a planifié une distribution de vivres dans les prochains jours dans quelques arrondissements de la ville de Ouagadougou et dans les communes rurales, 110 tonnes de riz, 380 tonnes de sorgho et 100 tonnes de haricot. Par ailleurs, 100 000 boules de savon seront distribuées à 2 000 ménages de la région par la Direction Régionale de la femme. Cet appui a été reçu de l'UNICEF courant novembre 2020.

Dans la région du Sud-Ouest, 130,175 tonnes de vivres seront distribuées au profit des populations hôtes et des PDI dans toutes les provinces.

5.3. Besoins d'intervention non couverts

Les ménages PDI et hôtes continuent de bénéficier de la solidarité communautaire et de l'aide humanitaire. Cependant, les gaps en termes de vivres et de non-vivres demeurent importants. Les principaux besoins restent incontestablement alimentaires (vivres, eau) et non alimentaires (abris, soins de santé, assainissement, scolarisation, AGR).

Les besoins non couverts des autres ménages à l'issue de la campagne humide sont entre autre des besoins en intrants et d'eau pour la pratique du maraichage.

VI. SITUATION DES ZONES A RISQUES ET STRATEGIES D'ADAPTATION

6.1. Actualisation des zones à risques

La situation actualisée de la liste des communes à risque d'insécurité alimentaire donne quatre-vingt-onze (91) communes. Ce nombre est en légère hausse comparé à celui arrêté en octobre dernier. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'il y a eu plus de basculement de communes vers une situation de risque comparé à octobre. En effet, les nouvelles communes à risque sont localisées dans les régions du Plateau Central (Dapelogo, Ourgou-Manega, Absouya et Toéghin), du Centre-Nord (Dargo, Boulsa, Boala, Yalgo, Namissiguima, Kaya, Boussouma et Mané) et du Centre-Ouest (Silly, To, Niabouri et Kyon). En termes de facteurs de vulnérabilité pour toutes les communes à risque, il y a d'une part les poches de sécheresse, les inondations, l'arrêt précoce des pluies et l'abandon de superficies enregistrés lors de la campagne pluvieuse et d'autre part l'insécurité, l'afflux des PDI et la faible pratique du maraichage dans certaines localités. En plus, il y a eu les attaques des oiseaux granivores au Sahel qui constituent également un facteur de risque important.

Globalement dans ces communes, le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire est jugé faible à moyen pour le moment et pourrait devenir sévère à partir de juin prochain.

Cependant, d'autres communes ont fait l'objet de retrait dans la liste. Cela a concerné les régions du Centre-Ouest (Siglé, Kindi, Zamo et Sapouy), du Centre-Nord (Zimtanga) et de la Boucle du Mouhoun (Kassoum, Lanfiéra, Kiembara, Bourasso, Madouba, Sanaba). Dans lesdites communes, la situation alimentaire des ménages s'est plus ou moins normalisée en dépit des difficultés qu'ils ont connues.

La situation détaillée est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Liste actualisée des communes à risque

Régions	Provinces	Communes	Facteurs de risque
Nord	Loroum	Sollé	Abandon des champs suite aux attaques terroristes.
		Banh	Abandon des champs suite aux attaques terroristes, les attaques modérées de la chenille légionnaire, etc.
		Titao	Abandon des champs suite aux attaques terroristes et les attaques modérées de la CLA.
	Passoré	Bokin	Inondation et Séquences sèches
		Arbollé	Séquences sèches
		Kirsi	Inondations et séquences sèches
		Pilimpikou	Inondations et séquences sèches
	Yatenga	Séguénéga	Séquences sèches

		Rambo	Inondations et séquences sèches
		Zogoré	Séquences sèches et attaque de chenilles
		Ouahigouya	Inondations et séquences sèches
	Zondoma	Boussou	Inondations et séquences sèches
		Lèba	Inondations et séquences sèches
		Bassi	Inondations et séquences sèches
Plateau Central	Ganzourgou	Kogho	Inondations, poche de sécheresse,
		Salogo	Inondations, poche de sécheresse, installation tardive des pluies
		Méguet	Inondations, poche de sécheresse, installation tardive des pluies
	Oubritenga	Nagréongo	Inondations, attaques de chenilles légionnaire et séquences sèches
		Ourgou-Manega	Installation tardive de la campagne, Inondations, PDI, baisse de production
		Absouya	Inondations, attaques de chenilles légionnaire et séquences sèches
		Dapélogo	Inondations, clairière, installation tardive de la campagne, baisse de production
	Kourwéogo	Toéghin	Installation tardive et séquences sèches, baisse de production, présence de PDI
		Niou	Inondations, séquences sèches
	Est	Kompienga	Pama
Kompienga			Inondations, attaque de chenille, insécurité
Gourma		Fada N'Gourma	Inondations, attaque de chenille
		Diapangou	Inondations
		Yamba	Inondations et attaque de chenille
		Matiacoali	Insécurité, inondations
Komondjoari		Gayéri	Inondations, attaque de chenille légionnaire d'automne, abandon de sites d'exploitation
		Foutouri	Inondations, attaque de chenille légionnaire, insécurité
		Bartiébougou	Inondations, attaque de chenille légionnaire, insécurité
Tapoa		Botou	Inondations, installation tardive des pluies, stress lié au terrorisme
		Kantchari	Sècheresse
		Partiaga	Chenilles légionnaire d'automne, Insécurité/terrorisme
		Bogandé	Inondation, rupture barrage Samou, forts effets socioéconomiques
Centre-Nord	Bam	Rouko	Inondation, Insécurité
		Bourzanga	Inondation, Insécurité
		Kongoussi	Inondation, Insécurité
	Namentenga	Zéguédeguïn	Inondation, Insécurité
		Tougouri	Inondation, Insécurité
		Bouroum	Inondation, Insécurité
		Nagbingou	Inondation, Insécurité

		Dargo	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
		Boulsa	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
		Boala	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
		Yalgo	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
	Sanmatenga	Dablo	Inondation, Insécurité
		Pensa	Inondation, Insécurité
		Namissiguima	Inondation, Insécurité
		Barsalogho	Insécurité
		Kaya	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
		Boussouma	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
		Mané	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité
	Pissila	Inondation, séquence sèche, Attaques phytosanitaire, Insécurité	
	Boucle du Mouhoun	Sourou	Gomboro
Toéni			Inondations, attaque de chenille, poche de sécheresse et insécurité
Tougan			Inondations, attaque de chenille, sécheresse,
Kossi		Barani	Inondation, attaque de chenille, situation sécuritaire
		Kombori	Inondation, attaque de chenille, situation sécuritaire
		Sono	Inondation, attaque de chenille, situation sécuritaire
Nayala		Gossina	Inondations, sécheresse
		Kougny	Inondation, sécheresse, CLA
		Toma	Inondation, sécheresse, CLA
		Yaba	Inondation, sécheresse, CLA, mildiou
Sahel	Oudalan	Déou	oiseaux granivores et stress hydrique
		gorom-gorom	inondation, stress hydrique
		Oursi	oiseaux granivores et stress hydrique
		Tin-Akoff	stress hydrique et oiseaux granivores
	Séno	Falagountou	Attaques de cantharides, Attaques de chenilles mineuses et inondations
		Gorgadji	insécurité
	soum	Arbinda	insécurité
		Baraboulé	oiseaux granivores
		Djibo	insécurité
		Kelbo	insécurité et inondation
		Pobé-Mengao	chenilles, oiseaux granivores
		Tongomayel	insécurité
	Yagha	Boundoré	insécurité
		Mansila	inondation
		Sebba	inondation et insécurité

		Tankougounadié	inondation et oiseaux granivores
		Titabé	inondation
Centre-Ouest	Sissili	Boura	CLA, Inondation
		Silly	CLA, Inondation
		To	CLA, Inondation
		Niabouri	CLA, Inondation
	Boulkiemdé	Nanoro	Sècheresse, CLA
	Sanguié	Kordié	Sècheresse, CLA et inondation
		Dassa	CLA, sécheresse
		Kyon	Sècheresse, CLA
		Gao	Sècheresse, CLA
Kassou		Sècheresse, CLA	
Cascades	Comoé	Mangodara	Attaques de chenille, démarrage tardif, poche de sécheresse
Sud-Ouest	Poni	Gbomblora	Inondation
	Ioba	Dissin	Sècheresse, attaque de chenille
	Bougouriba	Diébougou	Sècheresse

Source : Mission conjointe de décembre 2020

VII. PERSPECTIVES ALIMENTAIRES

La situation alimentaire et nutritionnelle des ménages serait bonne au cours des deux prochains mois dans l'ensemble grâce à la disponibilité des produits céréaliers issus des récoltes de la campagne humide. La présence des produits maraîchers (tomates, choux, poivron,...), des fruits et légumes contribuera à renforcer la disponibilité alimentaire au sein des ménages. Dans les prochains mois, une forte disponibilité de pain de singe, des graines de Zamné, de kapok, des fruits du Balanites et du tamarin pourraient s'observer sur la plupart des marchés. Cela contribuera à augmenter la diversité alimentaire et le pouvoir d'achat des ménages grâce aux revenus issus de la vente. Cependant, la situation alimentaire sera difficile au cours des prochains mois pour les ménages vulnérables notamment les PDI qui dépendent majoritairement des aides alimentaires.

La situation alimentaire des animaux resterait stable. Néanmoins, le pâturage naturel connaîtra une forte dégradation de même qu'un tarissement progressif des points d'eau dans les mois à venir. Sur les marchés à bétail, la tendance des prix des animaux pourrait connaître une hausse avec les fêtes de fin d'année. Sur les différents marchés de produits alimentaires, les acteurs espèrent une relance des activités si toute fois les frontières terrestres s'ouvraient.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

D'une manière générale, la situation alimentaire des ménages est satisfaisante au regard de la présence des nouvelles récoltes. Les ménages couvrent facilement pour le moment leurs besoins céréaliers journaliers avec leurs propres productions (au moins deux repas par jour). Cette situation pourrait se détériorer précocement surtout dans les communes à risque d'insécurité alimentaire. De plus, sur les marchés, le prix des céréales sont en baisse par rapport aux mois précédents. Sur le plan pastoral, les animaux éprouvent peu de difficultés actuellement pour leur alimentation dans la plupart des régions. Les prix des animaux sont en baisse sur la majorité des régions mais connaîtront une hausse avec les fêtes de fin d'année. Avec l'intensification des activités de la campagne sèche, l'offre des produits maraichers sur les marchés serait très bonne au cours des trois prochains mois et les prix certainement connaîtront leur baisse saisonnière. A l'issue de la mission, quelques recommandations ont été formulées :

❖ A l'endroit du MAAH

- Renforcer les appuis aux producteurs en intrants et équipements pour la campagne sèche ;
- Ouvrir et approvisionner les boutiques témoins de la SONAGESS surtout dans les communes à risque d'insécurité alimentaire pour permettre une meilleure accessibilité des ménages vulnérables en céréales ;
- Maintenir le dispositif Régional de veille en alerte pour un suivi rapproché de l'évolution de la situation alimentaire dans les communes à risque ;
- Construire et équiper des comptoirs d'achat de produits agricoles pour minimiser l'achat à bord champ par les importateurs étrangers.

❖ A l'endroit du MFSNFAH

- Poursuivre et renforcer l'assistance alimentaire aux ménages PDI et hôtes ;
- Apporter de l'assistance alimentaire dans les communes à risque d'insécurité alimentaire au profit des personnes vulnérables.

❖ A l'endroit du MRAH

- Renforcer l'accessibilité et la disponibilité de l'aliment bétail auprès des éleveurs d'ici février 2020 ;
- Prendre des mesures pour sécuriser les pistes à bétail et les zones pastorales afin d'éviter une disparition totale de ces espaces ;
- Appuyer les PDI et leurs hôtes en SPAI pendant la période de soudure pastorale.

ANNEXES

Tableau 6: Niveau et variation des prix des principaux PFNL

Produits	Nov-20	Oct-20	Nov-19	Moy 5ans	Var mens	Var an	Var 5ans
Amandes de karité	754	513	651	516	47%	16%	46%
Beurre de karité	2 799	2 203	2 330	2 392	27%	20%	17%
Graines de néré	1 738	1 586	1 380	1 333	10%	26%	30%
Soumbala	4 198	4 002	3 389	3 563	5%	24%	18%
Kapok (calice séché)	1 865	1 576	1 490	1 549	18%	25%	20%
Miel	3 389	3 348	3 624	3 103	1%	-6%	9%
Tamarin	542	521	578	479	4%	-6%	13%
Zamné	1 635	1 733	2 272	1 733	-6%	-28%	-6%

Source : DGEVCC

Tableau 7 : évolution des prix des principales céréales sur les marchés de collecte

Céréales	nov-19	oct-20	nov-20	moy 5ans	Var mens (%)	var annuelle (%)	Var 5ans (%)
maïs blanc	105	139	125	120	-10	20	4
mil local	158	220	221	186	0	40	19
sorgho blanc	115	150	145	142	-3	26	3

Source : SIMc

Tableau 8 : évolution des prix des principales céréales sur les marchés de détail

Céréales	nov-19	oct-20	nov-20	moy 5ans	Var mens (%)	var annuelle (%)	Var 5ans (%)
maïs blanc	134	170	161	154	-5	20	5
mil local	171	229	221	201	-3	30	10
sorgho blanc	140	171	161	161	-6	15	0

Source : SIMc

Tableau 9 : évolution du prix de l'arachide et du niébé

Cultures	nov-19	oct-20	nov-20	moy 5ans	Var mens (%)	var annuelle (%)	Var 5ans (%)
Niébé	248	308	291	277	-6	17	5
Arachide coque	360	367	342	328	-7	-5	4

Source : SIMc

